

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1928.

Budget

du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance
sociale pour l'exercice 1928 (1).

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. RUBBENS.

MESSIEURS,

La Commission permanente de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale a examiné en détail le Budget du Ministère pour l'exercice 1928. Elle l'a approuvé dans son entier, à l'unanimité, après avoir discuté d'une façon plus approfondie les questions suivantes.

Nous les mentionnons suivant l'ordre des chapitres du budget auxquels elles se rapportent.

SECTION I., CHAPITRE I. — Administration centrale.

Revue du Travail. — Pour des motifs d'économie le contenu de cette revue a été considérablement réduit. Beaucoup de ses lecteurs le regrettent, estimant que certaines études reproduites dans cette revue, présentaient un intérêt considérable.

D'autre part, il est fâcheux que l'« Arbeidsblad » parait en retard sur la publication française. Certains membres ont exprimé le vœu que des mesures soient prises, afin de faire paraître simultanément les deux publications.

CHAPITRE III. — Mines.

La question charbonnière. — Cette grave question doit nous préoccuper tous.

Afin d'éclairer le Parlement, votre section a prié M. le Ministre de l'Indus-

(1) Budget, n° 4^x.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. Pirmez, président, Falony, vice-président, Allewaert, Debacker, Debruycker, Delattre, Delvigne, de Pierpont, Dierkens, Joris, Mammy, Pater, Samyn, Van Caenegem, Vergels, Wauters.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Van Wallegghem, Rubbens, Van Ackerq, (F.), Winandy, Delacoelette, Debruyne (R.)

trie et du Travail de donner un aperçu de l'état actuel de la crise charbonnière.

Voici la réponse reçue :

Le rapport dont une copie est ci-annexée donne un aperçu sur l'état de la situation de l'industrie charbonnière à fin novembre 1927.

Depuis cette époque, le prix trimestriel du charbon pour locomotives, fourni aux Chemins de fer a été abaissé du taux de fr. 142,50 indiqué dans cette note à 135 francs.

La baisse des charbons belges en général, de septembre à décembre, a été plus importante que la différence de fr. 7,50 entre ces deux prix.

Mais, d'autre part, le prix des charbons étrangers offerts aux Chemins de fer, en concurrence avec les charbons belges n'a diminué que dans une mesure inférieure à cette différence.

Il semble donc qu'un certain nivellement des prix s'est opéré.

Dans ces derniers jours, la crise paraît avoir perdu de son acuité.

On indique deux causes de ce changement qui n'est vraisemblablement que passager :

1° Le grand froid qui a sévi au mois de décembre; 2° le fait que des consommateurs, estimant que le fond de la baisse est atteint, ont cru opportun de faire des commandes plus importantes que précédemment.

Parmi les faits notoires survenus récemment à l'étranger, il faut signaler : 1° la constitution — non encore définitive — d'une entente des charbonnages du Pays de Galles, pour régler les prix de vente, avec institution d'une sorte de caisse de compensation; 2° la suppression des licences à l'entrée en France.

En Belgique, la production du mois de décembre (chiffres provisoires) a été très élevée : 2,372,000 tonnes contre 2,376,000 en décembre 1926, époque à laquelle la production était stimulée par la grève anglaise.

D'après les indications provisoires sur le stock à la fin de décembre, celui-ci serait resté à peu près le même qu'à la fin du mois précédent, tandis que depuis le mois d'août, il augmentait de 150,000 à 200,000 tonnes par mois. En tenant compte des stocks de coke et d'agglomérés, il y aurait même une légère réduction dans l'ensemble des combustibles mis en dépôt.

Le Charbonnage de Ciply, racheté il y a quelques années par la Société métallurgique de Sambre et Moselle, vient de cesser son exploitation. Le gisement de ce charbonnage était particulièrement grisouteux et d'exploitation difficile (1,000 m. de profondeur). La production annuelle n'était que de 75,000 tonnes et le nombre d'ouvriers de 700 environ; le rendement par ouvrier et par jour n'a été que de 365 kilogrammes en 1926, alors que le rendement moyen du bassin du sud a été de 516 kilogrammes.

30 novembre 1927.

Annexe à la note à M. le Ministre en date du 1^{er} décembre 1927, n° 6/254.

NOTE SUR LA SITUATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE.

La crise charbonnière actuelle semble être la continuation de celle qui sévissait en 1925-1926 et qui a été interrompue par la grève des mineurs anglais. Elle est due principalement à ce que la consommation du monde entier

ne se développe pas aussi rapidement que la production de houille. Le ralentissement de la consommation résulte des efforts faits pour utiliser plus économiquement les combustibles et pour substituer à la houille d'autres sources d'énergie.

Il est permis de penser que ce phénomène économique fait partie de l'évolution générale vers une situation stable, évolution qui comporte la réadaptation générale des prix. Si les efforts déployés, pour abaisser les prix de revient industriels aboutissent à une diffusion plus grande des produits fabriqués, nous verrons la demande combustible se relever de nouveau.

Quoi qu'il en soit, la crise actuelle atteint dans une mesure plus ou moins grande tous les pays européens.

Situation à l'étranger.

L'Angleterre est le pays le plus affecté. L'un des caractères dominants de la crise dans ce pays est la diminution des exportations de houille; ces exportations étaient pendant le troisième trimestre de cette année, inférieures de 31 p. c. à celles de 1913. Ce fait a un retentissement considérable sur l'économie britannique étant donné que le charbon constituait en grande partie le chargement des navires qui vont chercher outremer les matières premières et les denrées alimentaires. Il faut donc s'attendre à des efforts acharnés de l'Angleterre pour reconquérir sa situation antérieure.

C'est un des rares pays où la production de houille est inférieure à la production d'avant la guerre.

Le nombre d'ouvriers occupés n'était, au 24 septembre dernier, que de 982,555, tandis que le nombre des chômeurs totaux s'élevait à 131,256, soit 10,7 p. c. de la population minière et celui des chômeurs partiels à 97,265, soit 7,9 p. c. de ladite population, 18,6 p. c. des ouvriers mineurs ne sont donc pas occupés à plein rendement.

La crise est naturellement beaucoup plus aiguë dans les districts exportateurs. Dans le sud du pays de Galles, il y a 31,7 p. c. de chômeurs et 50 p. c. des ouvriers ne perçoivent que le salaire minimum, dit salaire de subsistance de 87,0 d 3/4.

Pour écouler, malgré tout, leurs produits, les exploitants ont consenti des sacrifices considérables sur les prix. Le prix moyen déclaré à l'exportation du Pays de Galles est tombé de 25/1, moyenne de l'année 1924, à 19/2 en septembre 1927, soit une chute de 23,6 p. c. (N. B. — Ces chiffres ne sont donnés que pour montrer la fluctuation de prix; il faut se garder de se baser sur leur valeur absolue pour se faire une idée du prix des qualités de charbons anglais introduits en Belgique).

L'ensemble des charbonnages est en perte dans chaque bassin pour le deuxième trimestre 1927. La perte qui est en moyenne pour le pays entier, de 1/0,65, est de 0/8,75 dans le Durnham et atteint 1/1,74 dans le sud du Pays de Galles.

Les ouvriers supportent leur part des sacrifices; car bien que la durée de travail d'avant-guerre ait été rétablie, leur salaire moyen ne correspond qu'à l'index 152, tandis que l'index du coût de la vie s'élève à 167. Contrairement à ce qui se passait avant la guerre, les ouvriers mineurs gagnent moins que les ouvriers des services publics, des chemins de fer et du bâtiment.

Cependant, depuis la grève, le rendement par ouvrier est plutôt supérieur

à celui d'avant-guerre (98 p. c. dans le Durnham, 111 p. c. dans le sud du Pays de Galles).

En ce qui concerne les stocks, il n'est pas publié de renseignements.

On vient d'annoncer qu'une association de vente va grouper 90 p. c. des charbonnages du Pays de Galles.

En Allemagne, la situation paraît beaucoup plus saine.

Il suffit de considérer que dans le bassin de la Ruhr, le stock à fin septembre 1927, y compris le coke converti en houille, n'est que de 1,961,000 tonnes, soit 20 p. c. de la production mensuelle. Ce tonnage est pour ainsi dire normal, car, en janvier 1927, immédiatement après la fin du conflit anglais, il s'élevait déjà à 1,453,000 tonnes, soit 14 p. c. de la production mensuelle.

Mais on a réduit progressivement l'extraction de 422,000 tonnes par jour en janvier 1927 à 373,000 tonnes en septembre, soit de 11,6 p. c. Cette réduction a naturellement entraîné une diminution du personnel occupé et de nouveaux licenciements sont annoncés.

Les exploitants allemands se déclarent obligés de baisser les prix pour soutenir la concurrence anglaise qui, on le sait, s'exerce de façon continue à Hambourg, à Berlin et même sur le Rhin.

Afin de lutter efficacement en accordant des prix spéciaux dans les territoires dits contestés, la redevance payée au Syndicat rhénan-westphalien par les mines a été élevée de 0,90 mark en juin 1927, à 1,38 mark en septembre 1927.

L'Allemagne est parvenue à réduire de 45 p. c. ses importations de combustibles.

D'après une information de la *Gazette de Cologne*, un tiers des mines perdrait de l'argent, un tiers parviendrait à nouer les deux bouts, et le tiers restant seulement réaliserait encore un bénéfice.

Les ouvriers revendiquent, néanmoins, une augmentation de salaire.

En France, les charbonnages restaurés du Nord et du Pas-de-Calais ont dépassé leur production de 1913, bien que le rendement par ouvrier soit resté moindre qu'avant la guerre, en occupant une main-d'œuvre plus nombreuse, qui est étrangère dans une forte proportion.

Ils s'efforcent de refouler l'importation anglaise. Le Gouvernement a tâché de les y aider en obtenant des compagnies de chemin de fer, des tarifs spéciaux pour les charbons français et en établissant des licences d'importation. Mais il semble que cette politique de tarifs a fait plus de tort aux mines françaises du Centre, qu'aux charbonnages anglais.

D'autre part, le Gouvernement encourage la substitution des combustibles nationaux aux combustibles étrangers, notamment celle du coke et de l'anthracite. Cela ne peut être que nuisible à la longue à nos ventes de charbon domestique en France.

Il est à noter que, dans ce pays également, la production a été restreinte depuis la fin de la grève anglaise, de 185,179 tonnes par jour en janvier 1927 à 168,423 tonnes en août, soit de 9,2 p. c.

Il n'existe pas de renseignements sur les stocks.

SITUATION EN BELGIQUE.

A. — PRODUCTION ET STOCKS.

La production a été maintenue durant toute l'année 1927 à une allure voisine de 2,300,000 tonnes par mois, allure qui n'avait été atteinte qu'en novembre 1926, c'est-à-dire vers la fin du conflit anglais, et qui correspond à une production annuelle de 27,500,000 tonnes environ.

Les stocks se sont accumulés très rapidement au début de l'année et dépassaient déjà 1 million de tonnes à la fin de mars. Ils ont atteint, à la fin d'octobre, environ 1,700,000 tonnes, se décomposant comme suit par bassin et par qualités :

	Gras	1/2 gras	1/4 gras	Maigres	Totaux	Rapport du stock par bassin à la production journalière.
Centre	59,465	292,724	—	—	352,189	21
Charleroi et Namur.	19,748	324,857	121,557	230,193	696,355	24
Mons.	195,100	120,802	—	—	315,902	16
Liège	6,487	114,909	25,268	64,332	210,996	11
Campine.	116,254	—	—	3,674	119,928	13
	397,054	853,292	146,825	298,199	1,695,370	18
Rapport du stock par qualité à la pro- duction journalière.	13	21	24	19	18	

Si on estime, d'après les résultats des dix mois écoulés, la production, l'importation, l'exportation et la consommation probables de l'année 1927 et qu'on met ces données en regard des données correspondantes des années antérieures, on obtient le tableau suivant :

	1924	1925	1926	1927	En + ou en — par rapport à 1924.
Production du Royaume (en milliers de tonnes)	23,360	23,135	25,320	27,545	+ 18 p. c.
Production de la Campine (id.)	1,107	1,104	1,775	2,406	
Importation (id.)	12,672	11,943	11,554	13,679	+ 8 p. c.
Consommation (id.)	31,545	30,532	32,730	34,814	+ 10 p. c.
Exportation (id.)	3,864	4,321	5,547	4,591	+ 19 p. c.
Proportion des charbons étrangers dans les charbons consommés (p. c.) . . .	40	39	35	39	
Proportion des charbons exportés dans les charbons produits (p. c.)	17	19	22	17	

L'année 1924 est celle qui offre la meilleure base de comparaison, parce qu'elle n'a pas été troublée comme les années 1925 et 1926 par des événements exceptionnels, tels que la grève dans la sidérurgie belge et la grève dans les mines anglaises. Seule, l'industrie minière allemande n'était pas dans un état tout à fait normal, par suite de l'occupation de la Ruhr; toutefois, la résistance passive avait cessé.

L'année 1924 présente encore cet intérêt particulier que, comme l'année 1927, elle a succédé à une année très prospère pour les charbonnages belges.

Pour la caractériser complètement, il convient d'ajouter qu'en 1924 les salaires étaient élevés (15 p. c. de glissement moyen en octobre), et que le bénéfice de l'ensemble des mines a été presque nul.

On voit, par rapport à 1924, que la production de 1927 est en augmentation de 4,200,000 tonnes environ, dont 2,900,000 pour le bassin du Sud et 1,300,000 pour le bassin du Nord. Cette augmentation représente 18 p. c.

La consommation du pays n'a augmenté que de 10 p. c. Les importations se sont accrues de manière à alimenter la consommation dans la même proportion de 40 p. c.

Cela s'explique par le fait que les consommateurs s'adressent aux mêmes fournisseurs suivant leur situation géographique; en somme, il n'y a guère eu de transfert de clientèle.

B. — PRIX DES CHARBONS.

Mais le maintien des positions a dû être payé par des concessions importantes sur les prix.

Le tableau ci-joint destiné à la Commission Nationale Mixte des Mines (document n° 270) montre les fluctuations des prix de diverses catégories de charbons pendant la période d'un an (octobre 1926 à octobre 1927) durant laquelle les salaires ont été réglés par un index combiné, dans lequel un facteur dépendant du prix du charbon pour locomotives intervenait pour 25 p. c.

Ce tableau a été dressé principalement pour permettre de constater si le prix de cette catégorie de charbon avait des fluctuations reflétant d'une façon suffisamment fidèle celle du marché du charbon en général.

Si on établit la moyenne arithmétique des fluctuations des prix des autres catégories de charbon belge figurant au tableau, on trouve que la fluctuation du prix du charbon pour locomotives s'écarte peu de cette moyenne.

Ces prix correspondent à une valeur-or de $142.50 : 7 = 20.36$.

En 1924, la valeur-or était de $103 : 4.21 = 24.46$.

La diminution est donc de 17 p. c. (taux à rapprocher de celui de 23.6 p. c. indiqué précédemment pour la baisse de valeur des charbons exportés du Pays de Galles).

La comparaison avec le prix d'avant-guerre est également intéressante. Ramené à la teneur de 16 p. c. de cendres au lieu de 12 p. c., le prix actuel du charbon pour locomotives devient 128.25 ou 18.30 francs-or, soit exactement le prix du deuxième semestre 1913. Ce dernier constitue un maximum pour la période de quelques années précédant la guerre. Le prix du même charbon n'était, au premier semestre 1914, que de frs. 16.15. Le prix-or actuel dépasse donc celui du premier semestre 1914 de 13.3 p. c., ce qui n'a rien d'étonnant, vu la hausse générale des prix-or.

Mais si on le compare au prix des charbons étrangers figurant au tableau,

on voit qu'il doit diminuer pour se mettre au niveau de la concurrence. Cette baisse est réalisée, au moins partiellement, sur le marché à l'heure actuelle.

C. — SALAIRES.

Le document numéro 371 destiné à la Commission Nationale Mixte des Mines, dont une copie est ci-jointe, permet de comparer les salaires actuels à ceux d'avant-guerre, tant au point de vue de la valeur-or que du pouvoir d'achat. Il montre que les salaires actuels sont, à ce dernier point de vue, à peu près au niveau des salaires de 1912 et de 1914, mais qu'ils sont inférieurs à ceux de 1915.

Les salaires par tonne extraite sont les suivants en Belgique et dans les principaux bassins exportateurs voisins :

PÉRIODE CONSIDÉRÉE	PAYS OU BASSIN	Rendement journalier par ouvrier fond et surface — Kilogs	Salaire journalier (allocations familiales et autres non comprises) — Marks	Salaire par tonne extraite — Marks
Juin 1927	Ruhr	4,131	7.83	16.92
2 ^e trim. 1927	Durham	4,099	9.28	18.44
3 ^e trim. 1927	Sud du pays de Galles	987	10.18	10.31
2 ^e trim. 1927	Sarre	726	5.92	8.13
2 ^e trim. 1927	Belgique	514	4.67	9.09

CHAPITRE IV. — Industrie.

Publication des monographies industrielles. — C'est pour satisfaire au vœu exprimé par la Commission Nationale de la Production Industrielle qu'un crédit de 45,000 francs est prévu, afin de reprendre en 1928 la publication des « Monographies industrielles ». Ces études publiées avant la guerre, présenteront un très grand intérêt. Si la nouvelle série correspond à l'ancienne, elle sera de la plus grande utilité pour le progrès des sciences et des expériences sociales.

CHAPITRE VI. — Enseignement industriel et professionnel.

Tous les membres de votre Commission ont témoigné la sollicitude la plus vive pour l'enseignement professionnel. Il importe pour l'avenir du pays que cette branche si importante de l'enseignement du peuple soit organisée sur des bases définitives, développée et intensifiée le plus tôt possible.

La taxe spéciale sur le montant brut des salaires payés par les industriels et commerçants, établie par l'article 3 de la loi du 28 décembre 1926, a été supprimée.

Interrogé à ce sujet, l'honorable Ministre a répondu :

« C'est à la demande du Parlement (Commission du Budget) qu'on a renoncé à instituer un Fonds spécial en vue de recevoir le produit de la taxe créée sur les salaires en faveur de l'enseignement industriel et professionnel et d'utiliser ce produit aux dépenses de cet enseignement. La recette à provenir de cette taxe est comprise parmi les recettes générales de l'État.

Une augmentation de 15,000,000 de francs a été, en compensation, apportée au crédit budgétaire relatif aux subsides à accorder aux institutions d'enseignement industriel et professionnel.

La suppression de la taxe n'a eu aucune répercussion sur le crédit dont il s'agit.

La nouvelle augmentation de 5,035,000 francs, prévue au projet de budget de l'exercice 1928, est maintenue. Cette somme devra même être sensiblement majorée pour permettre la péréquation des traitements des professeurs de l'enseignement industriel et professionnel ».

La fréquentation des écoles professionnelles est manifestement insuffisante. Les chiffres publiés récemment par la *Revue du Travail* le prouvent d'une manière frappante :

Situation de la population scolaire des écoles techniques.

GENRE D'INSTITUTIONS	Au 31 décembre 1925					Au 31 décembre 1926				
	Nombre d'institutions	Nombre de professeurs	Elèves : filles	Elèves : garçons	Nombre de certificats délivrés	Nombre d'institutions	Nombre de professeurs	Elèves : filles	Elèves : garçons	Nombre de certificats délivrés
Ecoles professionnelles pour filles	62	810	8,713	102	1,267	63	811	8,822	102	1,446
Ecoles profess. ménagères pour filles	34	338	2,809	—	390	37	342	3,280	—	453
Ecoles ménagères profess. pour filles	7	41	426	—	47	9	54	716	—	43
Cours professionnels pour filles	68	310	4,958	—	410	71	288	4,839	—	436
Ateliers d'apprentissage pour filles	107	532	6,340	—	365	105	493	6,454	—	463
Ecoles et classes ménagères et classes ménagères annexes à des écoles primaires	196	467	6,568	—	737	216	510	7,484	—	997
—										
Ecoles supérieures	12	247	62	1,806	650	14	324	85	3,152	864
Ecoles industrielles	132	1,934	2,408	30,050	3,565	129	1,876	2,482	26,872	3,776
Cours industriels du dimanche	14	123	158	1,798	145	14	123	170	1,642	216
Ecoles de dessin industriel et profess.	58	305	15	4,406	167	59	304	18	4,288	220
Cours de dessin industriel et profess.	23	121	12	2,276	238	24	124	15	2,382	190
Cours de commerce et de langues	55	646	5,316	9,684	2,510	59	632	5,411	10,043	2,914
Ecoles de métiers d'art	17	367	59	6,065	1,313	17	375	127	6,001	1,621
Ecoles professionnelles pour garçons	119	1,767	713	26,061	3,645	120	1,735	834	24,895	3,833
Cours professionnels pour garçons	17	117	207	1,565	331	22	142	198	1,708	325
Ateliers d'apprentissage pour garçons	7	67	229	718	187	9	67	231	938	192
Ateliers d'apprentissage de tissage et cours de théorie de tissage	3	15	7	388	122	2	14	—	439	114
	931	8,209	39,000	84,919	16,089	970	8,216	41,166	82,462	18,103

Cette fréquentation insuffisante, le manque de cohésion des programmes, les rapports entre l'enseignement professionnel et l'enseignement primaire, voilà autant de questions qui doivent être résolues le plus tôt possible.

C'est pourquoi votre Commission a salué avec joie la réforme du Conseil

Supérieur de l'Enseignement technique, décrétée par l'arrêté royal du 20 novembre 1927 et la nomination des membres de ce Conseil par l'arrêté royal du 15 janvier 1928.

Mais de toutes les améliorations exigées par l'enseignement professionnel, il en est une qui prime toutes les autres. C'est la question du statut de l'enseignement professionnel.

Notre Commission ayant émis le vœu de voir solutionner définitivement cette question, l'honorable Ministre a répondu en termes formels :

« Dès son entrée en fonctions, le Conseil supérieur de l'Enseignement Technique sera chargé d'étudier le statut de l'enseignement professionnel et la loi organique relative à cette matière ».

Votre Commission exprime le vœu qu'entretemps la liquidation des subsides aux écoles professionnelles se fasse sans les retards regrettables des années précédentes. En effet, il y a encore toujours des écoles qui n'ont pas reçu les subsides pour l'année scolaire 1926-1927 ! Ces écoles sont par ce fait dans l'impossibilité de payer régulièrement leur personnel, ce qui est fort regrettable.

Interrogé sur cette question, pour ce qui concerne 1926-1927, le Ministre a répondu :

« Sur le crédit de 45,000,000 de francs alloué au Budget de 1927 pour l'enseignement professionnel, il a été liquidé environ 30,000,000 de francs de subsides.

Il reste à liquider : des subsides aux institutions dont l'inspection n'a pu se faire dans le courant de l'année scolaire écoulée, ainsi que des subsides supplétifs faisant l'objet de budgets supplémentaires présentés par les institutions à la suite des modifications apportées aux barèmes des traitements.

Pour la presque totalité des écoles, il a été payé, dès le début de l'année, des subsides provisoires à valoir sur le subside définitif revenant à chacune d'elles.

La liquidation se poursuit depuis quelques semaines. »

CHAPITRE VII. — Travail.

Conseil Supérieur du Travail. — Votre Commission a demandé à l'honorable Ministre s'il ne pourrait faire étudier par le Conseil supérieur du Travail quelques questions qui seront incessamment soumises aux conférences internationales du travail : prévention des accidents; salaires minima dans les industries à domicile; revision des lois sur le contrat de travail et les règlements d'atelier....

Voici la réponse :

« Le Conseil Supérieur du Travail reprendra incessamment l'étude de la question des salaires minima dans l'industrie à domicile.

Quant à la revision des lois sur le contrat de travail et sur les règlements d'atelier, elle ne figure pas à l'ordre du jour de la prochaine conférence internationale du travail.

La question de la résiliation du contrat d'emploi a été retenue provisoirement et il est possible qu'elle soit examinée au cours de la session de 1929 de la Conférence de Genève. Mais, d'une part, cette question est réglée d'une manière précise par notre loi sur le contrat d'emploi et, d'autre part, aucun grief, aucune

réclamation, aucune plainte n'est parvenue à la connaissance du Département contre les dispositions en vigueur.

Dans ces conditions, il ne semble pas qu'il y ait lieu de faire discuter par le Conseil Supérieur du Travail la revision éventuelle de ces dispositions.

Cela n'empêche que je ferai éventuellement appel à la compétence et au dévouement du Conseil Supérieur du Travail pour l'étude d'autres questions. »

Coordination des lois sociales. — Votre Commission s'étant associée à la suggestion formulée au Sénat de préparer la coordination des lois sociales, elle a appris avec satisfaction qu'un fonctionnaire du département est chargé d'étudier cette question.

CHAPITRE VIII. — *Inspection du travail.*

Des membres de votre Commission ont fait remarquer que l'inspection du travail est insuffisante et que, d'autre part, les inspecteurs du travail sont parfois chargés de besognes étrangères à leur véritable mission.

De son côté, l'honorable Ministre estime que l'inspection du travail dispose d'un personnel suffisant, mais déclare que des mesures sont à l'étude en vue de décharger les inspecteurs du travail de certaines besognes qu'il a fallu leur confier en suite de circonstances spéciales.

CHAPITRE XI. — *Assurance et prévoyance sociales.*

Votre Commission apprend avec joie qu'un projet de loi révisant en entier la législation sur les accidents du travail sera déposé bientôt sur le bureau de la Chambre.

Certains membres ayant démontré la nécessité de relever le subside de 500,000 francs prévu pour les mutualités maternelles, l'honorable Ministre a annoncé qu'il proposerait une majoration de ce subside.

D'autre part, votre Commission exprime le vœu que dorénavant les subsides aux mutualités soient payés plus régulièrement et signale la nécessité d'augmenter les subsides aux mutualités de retraite. Les ressources actuelles de ces organismes sont insuffisantes.

CHAPITRE XII. — *Pensions de vieillesse.*

Votre Commission ayant signalé à l'honorable Ministre que les ouvriers occupés dans les usines à zinc demandent que le bénéfice de la pension de vieillesse leur soit accordé à 55 ans, celui-ci a répondu :

Nul ne peut contester la nature particulièrement insalubre du travail effectué par ces ouvriers et, partant la légitimité de leur revendication.

Cependant, la solution à donner à cette demande présente des difficultés d'application qu'il importe de souligner.

Dans le régime actuellement en vigueur, la pension de vieillesse est constituée de trois éléments :

1° La rente formée à la caisse de retraite par les versements effectués au compte des intéressés (versement personnel, cotisation patronale et contribution de l'Etat);

2° La majoration de rente de vieillesse à charge des pouvoirs publics destinée à porter à 720 francs la rente ainsi formée;

3° Le complément de pension également à charge des pouvoirs publics, et dont le taux varie de 720 à 360 francs.

Pour ce qui concerne la rente constituée à la Caisse de Retraite, son montant dépend notamment de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance; moins élevé est cet âge, plus réduite est la rente : si l'âge d'entrée en jouissance est fixé à 55 ans, le montant de rente formée par des versements de même importance, ne sera que de 393 francs pour 1,000 francs lorsque l'âge d'entrée en jouissance est fixé à 65 ans. La diminution est donc sensible et il est nécessaire de tenir compte de cet élément pour la solution à donner à la question qui nous occupe. Ce déficit pourrait sans doute être comblé en augmentant proportionnellement le montant des versements effectués au compte des intéressés.

Pour ce qui concerne la majoration de rente et le complément de pension, la loi décide que ces avantages ne sont octroyés que lorsque l'intéressé a accompli sa soixante-cinquième année.

Ici encore une question se pose : s'il était décidé que le droit à la pension des ouvriers occupés dans les usines à zinc s'ouvre à 55 ans, le taux de la majoration et du complément devraient-ils subir une réduction proportionnelle (de 10 à 4) ou bien ces avantages devraient-ils être accordés sans réduction aux intéressés ?

A titre d'indication, nous signalerons que la majoration de rente et le complément de pension sont accordés de droit aux ouvriers mineurs lorsqu'ils sont pensionnés à 55 ans (ouvriers du fond) ou 60 ans (ouvriers de la surface).

Enfin, il restera à examiner la question de la rente de survie ou de veuve : il faut éviter qu'elle ne subisse une trop grande diminution du fait que l'ouvrier du zinc pensionné cesserait tout versement à 55 ans et, partant, ne bénéficierait plus à partir de cet âge de l'intervention patronale ni de la contribution de l'Etat.

Toutefois, la question retient toute mon attention ».

La crise industrielle. — Votre Commission s'est préoccupée de la crise industrielle et elle s'est demandée si, en présence de la gravité de cette crise, le crédit de 18,025,000 francs au Fonds national de crise est suffisant ?

Certains membres ont estimé en outre que le stage d'un an, imposé aux membres affiliés aux Caisses de chômage devrait être réduit à trois mois.

D'autres ont émis le vœu que le taux des allocations soit augmenté.

L'honorable Ministre a répondu :

« a) Si l'on tient compte des ristournes que touchera le Fonds National de Crise en 1928 la somme de 18,025,000 francs prévue à son profit au projet de 1928 sera vraisemblablement suffisante. En cas de nécessité, le crédit supplémentaire nécessaire serait immédiatement sollicité.

b) Les nombreuses discussions qui ont déjà eu lieu au sujet de la diminution de la période de stage, notamment à l'occasion de l'examen du projet de M. le Représentant Troclet, n'ont pas conduit à une proposition de modification du régime existant (un an).

c) L'Arrêté Royal du 21 mars 1927 a majoré les allocations à accorder par le Fonds National de Crise. Celles-ci ont été portées :

pour les indemnités principales de 6 à 8 francs par jour ;

— — familiales : de fr. 1.50 à fr. 2.50 pour l'épouse ;
de fr. 1.00 à fr. 2.00 pour l'enfant.

Le Département n'envisage pas de nouvelles majorations en ce moment ».

SECTION II. — Dépenses exceptionnelles.

La crise des logements. — Voici un aperçu sur l'état actuel de la crise des logements :

Depuis le relevé établi en 1923 par le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène en ce qui concerne le nombre des maisons et des ménages dans les communes du Royaume en 1920 et 1924, plus aucun travail d'ensemble n'a été entrepris pour connaître la situation du logement.

Il est heureux cependant de constater qu'à la demande de la Ligue Nationale belge contre les taudis, certaines grandes communes entreprennent une enquête sur les conditions d'habitation de leurs administrés.

Cette question du logement est d'ailleurs des plus complexes vu les nombreux facteurs dont il y a lieu de tenir compte (loi sur les loyers, désir de se loger plus largement qu'avant la guerre et de ne consacrer à son loyer qu'une partie minime de ses revenus, etc.)

On peut assurer cependant que la crise du logement a été considérablement atténuée depuis l'armistice par la construction dans les communes rurales de nombreuses maisons à l'usage d'une famille et par l'édification dans les grands centres d'immeubles à plusieurs logements et à l'augmentation de la capacité de logement de bon nombre de maisons. Il est à noter à ce sujet que les sociétés agréées par la Société Nationale, fin 1927, avaient construit ou en construction 42,503 logements et que 18,000 à 20,000 maisons ont été édifiées grâce aux encouragements accordés par le Gouvernement aux personnes qui se sont fait édifier une habitation à bon marché, soit au total plus de 60,000 logements.

Il est un fait néanmoins, c'est que la crise du logement subsiste encore dans certaines régions et principalement dans les communes où, par suite de la création de nouvelles industries, il y a eu afflux d'une main-d'œuvre qui cherche à se loger à proximité du lieu de son travail.

Mais il y a surtout le taudis qui continue à exercer ses ravages et qu'à tout prix on doit s'efforcer de faire disparaître. *C'est aussi pourquoi il y a lieu de continuer à construire et d'aider à construire tous ceux qui le désirent.*

Le produit de l'emprunt de 110 millions, autorisé par la loi du 23 juillet 1927, servira en ordre principal à la lutte contre les taudis et au logement des familles nombreuses et nécessiteuses; il permettra à la Société Nationale de réaliser le programme qu'elle s'est tracé pour 1928.

Le quart des constructions que les sociétés agréées seront autorisées à édifier au moyen du produit de cet emprunt doit être réservé aux habitants de taudis inhabitables, la préférence étant donnée aux familles les plus nombreuses et les plus nécessiteuses.

Le bourgmestre des localités intéressées devra prendre l'engagement écrit de décréter la fermeture des taudis inhabitables, d'exiger l'assainissement de ceux qui sont encore susceptibles d'amélioration et, en cas de refus, ordonner la fermeture de ces derniers.

D'autre part, des propositions sont soumises aux Chambres en vue de la conclusion d'un nouvel emprunt de 100 millions dont le produit doit permettre la construction, en 1929, de 3,600 nouvelles habitations.

FAMILLES NOMBREUSES. — La question du logement offre surtout le plus d'importance pour la catégorie si intéressante des familles nombreuses, aussi, le Gouvernement estimant qu'il a envers elle des devoirs tout particuliers, a-t-il décidé d'instituer une nouvelle prime en faveur des ménages comportant au moins trois enfants à charge. Le maximum de la prime pourra, avec les majorations qui seraient accordées pour chaque enfant en plus, atteindre 150 p. c. du montant de la prime qui a été allouée jusqu'à présent (voir réponse à la 2^e question).

D'autre part, pour mettre les familles nombreuses, qui ne peuvent devenir propriétaires, à même de se procurer un logement décent, les sociétés agréées par la Société Nationale ont été autorisées à accorder une réduction de 10 p. c. du loyer normal aux ménages ayant 3 enfants à charge; cette réduction est portée à 50 p. c. dès que le nombre des enfants à charge atteint ou dépasse 4 (voir réponse à la question n° 4 — location).

AMÉLIORATION DES TAUDIS. — Enfin, comme on ne peut songer à supprimer toutes les maisons insalubres et à reconstruire toutes les maisons qui ne répondent pas aux règles de l'hygiène, les administrations communales doivent exiger que les propriétaires de ces habitations prennent la part qui leur revient dans la lutte contre les taudis et soient mis en demeure d'améliorer les maisons qui sont susceptibles de l'être. La loi du 25 juillet 1921, modifiant celle du 11 octobre 1919, permet de l'exiger.

Les administrateurs communaux y seront aidés par les Comités de patronage des habitations à bon marché, les sociétés de construction et les sections de la Ligue Nationale Belge contre les taudis.

A titre d'encouragement, il y aurait lieu d'examiner si la remise de la contribution foncière prévue par la loi, déjà votée à la Chambre, ne pourrait être accordée aux propriétaires qui remplaceront un taudis *loué* par un bon logement, ou qui transformeront une maison insalubre ou insuffisante en une maison convenable, *tout en laissant la jouissance aux occupants*.

En vue de l'amélioration des conditions générales de l'habitation, les Chambres devraient, à bref délai, être saisies à nouveau du *projet de loi sanitaire*, qui a été déposé par le Gouvernement il y a déjà plusieurs années mais qui est devenu caduc par la dissolution des Chambres en 1919.

Le Gouvernement qui a déjà consenti d'énormes sacrifices pour atténuer la crise du logement, ne devrait-il pas aussi exiger que les communes qui se plaignent de la pénurie des logements exonèrent des droits de bâtisse les maisons à bon marché et fassent remise des centimes additionnels à la contribution foncière pour ces mêmes habitations. Les communes y sont les premières intéressées.

Enfin, il est tout aussi indispensable de développer de plus en plus l'enseignement ménager, sans lequel l'effort fait en faveur de l'amélioration du logement ne saurait produire tous ses effets. Des cours de l'hygiène de l'habitation devraient être donnés dans toutes nos écoles et à tous les degrés.

Primes à la construction. — Le budget contient à l'article 136a un crédit de 10,200,000 francs pour primes à allouer par l'État : 1° aux personnes peu aisées qui construisent une maison à bon marché pour leur usage personnel ;

2° à celles qui acquièrent une maison, appropriée au logement d'une famille, édiflée par une société.

Ensuite à l'article 137 un crédit de 4,000,000 de francs pour primes spéciales à accorder aux constructeurs d'habitations à bon marché, chefs de familles nombreuses.

Afin de dissiper toutes les équivoques, votre Commission a prié l'honorable Ministre de fournir au sujet de la politique des primes toutes les précisions désirables. Les voici :

PRIMES A LA CONSTRUCTION.

A fin 1927, il a été liquidé en faveur des personnes qui se sont fait édifier une habitation à bon marché :

12,013 primes au moyen des crédits mis jusqu'à fin 1927 à la disposition du service — la dépense s'est élevée à	29,170,650
et les sociétés de crédit ont été autorisées, d'autre part, à avancer à leurs emprunteurs :	
3,618 primes contre paiement d'un intérêt de 6 1/4 p. c. — la dépense s'élève à	9,628,150
15,631 primes qui ont donc été attribuées pour une somme de fr.	38,798,800

Au moyen des crédits sollicités pour 1928, le Département sera à même de rembourser les avances consenties par les sociétés et de liquider les 1,800 à 2,400 primes qui restent encore à attribuer, pour des maisons déjà construites ou en construction, à des personnes dont la demande a été introduite avant le 16 mars 1926.

Le système des primes, institué en 1922 pour encourager la construction d'habitations à bon marché par des particuliers, sera ainsi complètement terminé.

PRIMES AUX FAMILLES NOMBREUSES.

Il y a lieu d'ajouter, toutefois, qu'un crédit de 4 millions est inscrit à l'article 137 du budget du Ministère pour l'institution d'une nouvelle prime à allouer aux constructeurs de nouvelles habitations, *chefs de familles nombreuses*, c'est-à-dire ceux dont le ménage comporte au moins 3 enfants à charge, âgés de moins de seize ans.

Le montant de la prime à accorder pourra, en raison du nombre des enfants, atteindre au moins 150 p. c. du montant de la prime actuelle.

Les conditions mises à l'octroi de cette nouvelle faveur seront vraisemblablement les mêmes que celles qui ont été exigées jusqu'à présent, mais les maxima actuellement en vigueur, pour les ressources et le coût des constructions, seront majorés en tenant compte de la cherté actuelle et du renchérissement des matériaux — un arrêté sera pris sous peu pour régler ces différentes questions.

REMISE DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE.

Les 7,686 personnes qui, par suite de l'introduction tardive de leur demande (après le 15 mars 1926) ne pourront bénéficier de la prime instituée par l'Arrêté Royal du 14 août 1922, seront, si elles remplissent les conditions fixées, appelées à profiter des avantages du projet de loi encourageant la construction d'habitations par la remise temporaire de la contribution foncière.

La remise de cette contribution, fixée à 10 p. c. du revenu cadastral des immeubles, ne sera cependant accordée que pour les logements dont le revenu cadastral n'excédera pas :

2,000	francs	dans les communes de moins de 5,000 habitants ;
2,500	—	— de 35,000 à 60,000 habitants ;
3,000	—	— de 60,000 habitants et plus, et à la condition

que les habitations soient reconnues par les Comités de Patronage des habitations à bon marché comme réunissant les conditions d'hygiène et d'habitabilité minima qui seront déterminées par Arrêté royal.

Ce projet de loi, voté par la Chambre, doit encore être ratifié par le Sénat.

RÉDUCTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TRANSCRIPTION.

Enfin, pour permettre à un plus grand nombre de personnes de la classe peu aisée, et notamment aux familles nombreuses, d'accéder à la propriété, d'accord avec le Département des Finances, les maxima prévus par l'Arrêté royal du 6 juillet 1920, pris en exécution des articles 3 et 4 de la loi du 11 octobre 1919, seront relevés :

1° en ce qui concerne les ressources et de nouvelles majorations seront prévues pour les enfants à charge ;

2° quant au revenu cadastral des immeubles.

Société Nationale des Habitations à bon marché. — Votre Commission estime que la Société Nationale doit pouvoir continuer sa mission. Elle a demandé à l'honorable Ministre de mettre plus de crédits à sa disposition. Voici sa réponse :

Il y a lieu de signaler à ce sujet que l'emprunt de 110 millions, autorisé par la loi du 22 juillet 1927, l'a été pour ne plus devoir recourir au budget de l'Etat; l'exposé des motifs du projet de loi concernant cet emprunt dit en effet :

« La nécessité inéluctable de maintenir l'équilibre et la stabilité budgétaires commande impérieusement de ne pas recourir au Budget de l'Etat pour l'objet dont il s'agit; d'un autre côté, la Caisse d'Epargne a décidé de renoncer dorénavant à faire de nouvelles avances à la Société Nationale pour compte de l'Etat et de limiter à 50 millions le montant de celles à faire en 1927; elle invoque, d'autre part, le manque de mobilité et le rendement relativement peu élevé des capitaux importants qu'elle a investis, sous forme d'avances diverses, dans l'œuvre des habitations ouvrières et à bon marché et, d'autre part, la nécessité pour elle de continuer à alimenter aussi les sociétés de crédit pour habitations ouvriers agréés par elle, lesquelles consentent des prêts à des ouvriers ou à des personnes peu aisées qui désirent acquérir ou construire une maison. »

Ces 100 millions suffisent d'ailleurs pour permettre à la Société Nationale de faire face aux engagements résultant des autorisations de construction qu'elle a données pour l'année 1928.

D'autre part, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, par l'organe de son directeur général, M. De Roover, a affirmé à M. Rigaux, directeur

général de la Trésorerie, qu'elle ne saurait continuer ses avances directes à la Société Nationale qu'en diminuant d'autant l'importance des tranches qu'elle se propose de prendre du *premier emprunt* de 110 millions dont question ci-dessus; l'Administration des Finances aurait dans ces cas à rechercher d'autres débouchés pour le placement de celui-ci, ce qui ne serait pas toujours aisé, si on désire persévérer dans la décision d'éviter que les titres des emprunts de la Société Nationale ne prennent le chemin de l'étranger.

Au surplus, pour permettre à la Société Nationale de prendre des engagements dont la réalisation s'étendrait sur une période n'embrassant que l'année 1929, les Chambres ont été saisies d'un projet de loi autorisant la Société Nationale à émettre un *second emprunt* au capital nominal de 100 millions de francs et dont les charges ne naîtraient qu'en 1929.

Cet emprunt serait, comme le précédent, du type de 6 p. c., remboursable au pair en 60 ans à partir de 1933 et à émettre à l'époque qui sera fixée par le Gouvernement.

Pour ce nouvel emprunt l'intérêt de 6 p. c. serait couvert à concurrence de 3 p. c. par le loyer des maisons à construire; le taux de l'intérêt des avances aux Sociétés agréées étant maintenu à 3 p. c. et l'annuité à 3,50 p.c. pendant 66 ans. Mais alors que pour le premier emprunt les 3 p. c. restants sont complètement à charge de l'Etat, ceux-ci seraient, pour le nouvel emprunt, répartis entre l'Etat, les provinces et les communes, respectivement dans la proportion de 5/8, 1/8 et 2/8. La charge incombant à l'Etat, à fonds perdus, ne s'élèverait plus annuellement qu'à 1,875,000 francs au lieu de 3 millions de francs.

Vente et location des maisons construites par des sociétés locales. — Ayant appris que des règles différentes paraissent être suivies dans les diverses régions pour la vente et la location des maisons construites par les sociétés locales, votre Commission a demandé des précisions à ce sujet.

Voici la réponse :

VENTE.

La question de la vente des immeubles édifiés à l'intervention des Sociétés agréées par la Société nationale ou par la Caisse d'épargne, les Communes, les Commissions d'assistance publique, le Comptoir national des matériaux et le Fonds du Roi Albert, est réglée actuellement par les articles 8 à 25 de l'Arrêté royal du 1^{er} février 1924, modifiant celui du 14 octobre 1922, instituant une prime, à fonds perdus, à octroyer par l'Etat pour favoriser la vente des maisons appropriées au logement d'une famille.

Les immeubles ne peuvent, en principe, être vendus qu'aux personnes *peu aisées*, admissibles au bénéfice de cette faveur.

Tenant compte cependant de la nécessité supérieure de mobiliser de plus en plus les capitaux considérables investis dans les constructions, le Gouvernement a admis, sous certaines conditions, le principe de la vente à des personnes *même aisées*. Toutefois, avant d'autoriser ces ventes, les maisons auront dû avoir été offertes en vente ou en location sans résultat à des personnes peu aisées.

NOMBRE DE MAISONS VENDUES. — A fin 1927, sur les 26,162 maisons, à l'usage principal d'une famille, qui étaient construites ou en construction :

Il a été vendu 130 maisons en 1923.

—	668	—	1924.
—	1,862	—	1926.
—	1,508	—	1925.
—	1,405	—	1927.

soit au total 5574 maisons dont 4352 édifiées au moyen des avances de l'État et 1222 construites sur promesse d'acquisition ou au moyen du produit des ventes.

Grâce à la vente des 4352 immeubles, dont est question ci-dessus, une somme de 83,690,325 francs est devenue disponible pour la construction d'environ 3,000 nouvelles maisons.

PRIMES ALLOUÉES. — Le montant des primes ordinaires allouées aux 5,574 acquéreurs s'est élevé à 15,833,350 francs et le montant des primes supplémentaires compensatoires des droits d'enregistrement et de transcription à 13,925,797 francs.

Il est utile de rappeler que par arrêté royal du 17 février 1927, le nombre des primes à attribuer a été porté de 7500 à 12,500.

Il est à signaler également qu'en vertu de l'article 3 de la loi budgétaire de 1927, les sociétés venderesses doivent, depuis le 1^{er} janvier 1927, bonifier aux acquéreurs, outre la prime ordinaire, la prime supplémentaire compensatoire des droits d'enregistrement et de transcription dus pour la transmission de la propriété. Cette dernière prime ne peut plus dépasser 150 p. c. du montant de la prime ordinaire.

L'exonération en faveur de la Société Nationale et de la Société venderesse sera équivalente au total des deux primes augmenté d'une bonification calculée à raison de 5 p. c. du prix de vente quittance dans l'acte.

Enfin, les dispositions des arrêtés réglant l'attribution des primes seront élargies incessamment, notamment en ce qui concerne le maximum des revenus et le montant de la prime à allouer aux familles nombreuses.

LOCATION.

Les logements édifiés par les sociétés agréés ne peuvent être donnés en location qu'aux personnes qui répondent à la notion « peu aisée » telle qu'elle est définie par l'arrêté royal du 6 juillet 1920, pris en exécution des articles 3 et 4 de la loi du 11 octobre 1919.

En ce qui concerne les occupants des maisons construites par les sociétés dites « à caractère industriel » ceux-ci ne peuvent être expulsés pour le seul motif qu'ils auraient cessé de faire partie du personnel de l'établissement industriel.

DURÉE DU BAIL. — La durée du bail qui peut être consenti aux locataires des sociétés de construction, autres que des coopératives de locataires, est au maximum de 6 mois résiliable de part et d'autre, moyennant un préavis de 2 mois.

Un bail d'une durée d'un an peut être accordé aux chefs de ménage « peu aisés » ayant à leur charge 4 descendants au moins, âgés de moins de 16 ans; dans ce cas, le préavis est de 3 mois.

Pour les sociétés ayant vendu au moins 50 p. c. des maisons qu'elles possè-

dent et qui ont favorisé la location d'une partie de leurs habitations à des familles nombreuses, le bail peut être d'une durée d'une année pour toutes les personnes peu aisées.

MONTANT DU LOYER. — Les loyers doivent être fixés à un taux permettant à la Société de couvrir toutes ses charges.

Le taux varie suivant la région et suivant que les contributions sont mises, ou non, à la charge des locataires.

Dans la généralité des sociétés, il est fixé à 4.50 p. c. du coût total des logements, y compris les terrains et tous les frais.

Pour les maisons qui seront construites au moyen du produit de l'emprunt de 110 millions, voté par la loi du 22 juillet 1927, il devra, en raison de ce que le taux de l'intérêt à payer à l'Etat a été porté de 2 à 3 p. c., atteindre de 5.25 à 5.50 p. c.

La Société Nationale s'efforcera d'obtenir dans les différentes sociétés un taux uniforme pour le loyer de toutes les maisons indistinctement.

En vue de venir en aide aux familles nombreuses, la réduction de loyer de 1/10^e accordée jusqu'à présent aux familles ayant 3 enfants à charge, a été maintenue, et tout dernièrement les sociétés ont été autorisées à accorder aux familles ayant au moins 4 enfants à charge, une réduction de 50 p. c. sur le montant du loyer normal.

En 1925, une exonération d'annuités s'élevant à la somme de 125,000 francs a été accordée pour la réduction de loyer accordée aux familles nombreuses pour les sociétés dont le bilan était déficitaire, mais d'autres sociétés ont-elles aussi consenti cette faveur sans réclamer toutefois une exonération d'annuités.

Le montant total des réductions accordées pour l'ensemble des sociétés est donc supérieur au chiffre indiqué ci-dessus, mais on ne saurait le déterminer exactement sans se livrer à de longues recherches.

La Société Nationale vient d'être invitée à prendre les dispositions nécessaires pour être à même de faire connaître annuellement au Gouvernement le montant des réductions accordées aux familles nombreuses — le nombre de familles bénéficiaires, avec indication du nombre total des enfants et parmi ceux-ci le nombre de ceux qui sont à la charge du chef de ménage.

En vertu de l'article 3 de la loi budgétaire de 1927, aucune société dont la gestion annuelle est déficitaire n'obtiendra une exonération d'annuités uniquement, qu'en compensation des réductions ou des exemptions de loyers consenties respectivement aux familles nombreuses et nécessiteuses et aux grands mutilés de la guerre, et ce n'est que tout à fait exceptionnellement que cette faveur pourra encore être consentie aux sociétés pour leur permettre de faire face à des insuffisances de ressources résultant de circonstances exceptionnelles à apprécier par le Gouvernement.

Pour l'année 1926, le montant total des exonérations d'annuités consenties à 39 sociétés s'est élevé à 428,252 francs, y compris celles accordées pour les familles nombreuses.

Le Rapporteur,

E. RUBBENS.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1928.

Begrooting

VAN HET MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID
EN SOCIALE VOORZORG
VOOR HET DIENSTJAAR 1928 (1).

Verslag

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RUBBENS.

MIJNE HEEREN,

De Bestendige Commissie voor Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg heeft de Begrooting van het Ministerie voor 1928 aan een nauwgezet onderzoek onderworpen. Zij keurt ze eenparig in haar geheel goed, na eene grondige bespreking van de volgende punten.

Wij vermelden ze volgens de rangschikking van de hoofdstukken der begrooting waarop zij betrekking hebben.

EERSTE AFDEELING. — HOOFDSTUK 1. — *Centraal bestuur.*

ARBEIDSLAD. — Om redenen van bezuiniging werd de inhoud van dit tijdschrift aanzienlijk verminderd. Vele lezers betreuren het, daar sommige studiën in dit tijdschrift verschenen groot belang opleverden.

Anderzijds is het jammer dat de Nederlandsche uitgave later verschijnt dan de Fransche uitgave. Eenige leden hebben den wensch uitgedrukt dat er zouden maatregelen getroffen worden om beide uitgaven te gelijk te doen verschijnen.

(1) Begrooting, n° 48.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

- 1° de leden van de Commissie voor Handel, Nijverheid, Arbeid, Sociale Verzekeringen en Voorzorg, de heeren Pirmez, voorzitter, Falony, ondervoorzitter, Allewaert, De Backer, De Bruycker, Delattre, Delvigne, de Pierpont, Dierkens, Joris, Mampaey, Pater, Samyn, Van Caenegem, Vergels, Wauters.
- 2° zes leden door de afdelingen benoemd : de heeren Van Walleghem, Rubbens, Van Ackere (F.), Winandy, Delacollette, Debruyne (R.).

HOOFDSTUK III. — *Mijnwezen.*

DE KOLENKWESTIE. — Dit gewichtige vraagstuk moet ons allen bekommeren.

Om het Parlement te kunnen voorlichten heeft uwe Commissie aan den Minister van Nijverheid en Arbeid gevraagd een overzicht te willen geven van den tegenwoordigen staat der kolencrisis.

Het antwoord luidde :

Het verslag, waarvan eene kopij hierbij is gevoegd, geeft een overzicht van den toestand in de kolennijverheid eind November 1927.

Sedertdien is de trimestriële prijs van de kolen voor lokomotieven, geleverd aan de spoorwegen, gedaald van fr. 142.50, in deze nota vermeld, tot 135 frank.

De daling van de Belgische kolen prijzen over het algemeen, van September tot December, was grooter dan het verschil van fr. 7.50 tusschen deze twee prijzen.

Maar, anderzijds, is de prijs van de buitenlandsche kolen die aan de Belgische spoorwegen, ter mededinging van de Belgische kolen, zijn aangeboden, vermindert is eene mindere mate dan dit verschil.

Het schijnt dus dat eene zekere nivelleering van de prijzen zich heeft voorgedaan.

In de laatste dagen schijnt de crisis eenigszins minder scherp te zijn.

Men wijst op twee oorzaken van deze verandering, die waarschijnlijk maar van voorbijgaanden aard zal zijn :

1° De felle koude in de maand December; 2° het feit dat sommige verbruikers, in de meening verkeerend dat de daling haar hoogste punt bereikt heeft, het oogenblik gunstig geoordeeld hebben om belangrijker bestellingen te doen dan vroeger.

Onder de merkwaardige feiten, die zich in den laatsten tijd in 't buitenland hebben voorgedaan, moeten wij aanstippen : 1° het tot stand komen — nog wel niet definitief — van een akkoord tusschen de kolennijnen van het land van Wales om de verkoopprijzen te regelen, met oprichting van eene soort compensatiekas; 2° het opheffen van de vergunningen voor den invoer in Frankrijk.

In België, was de productie in de maand December (voorloopige cijfers) zeer hoog : 2,372,000 ton tegen 2,376,000 in December 1926, tijdstip waarop de productie aangewakkerd was door de werkstaking in England.

Volgens de voorloopige opgaven betreffende den voorrand, eind December, zou die ongeveer dezelfde gebleven zijn als op het einde van de vorige maand, terwijl hij sedert de maand Augustus aangroeide met 150,000 tot 200,000 ton in de maand. Met inachtneming van de voorraden coke en briketten zou er zelfs eene kleine vermindering zijn voor de gezamenlijke brandstoffen die liggen opgestapeld.

De kolenmijn van Ciply, enkele jaren geleden aangekocht door de « Société métallurgique de Sambre et Moselle » heeft hare exploitatie gestaakt. De kolenlagen van deze mijn bevatten bijzonder veel mijngassen, en zijn moeilijk te exploiteeren (1,000 m. diepte). De jaarlijksche voortbrengst was slechts 75,000 ton en het getal arbeiders ongeveer 700. De opbrengst per arbeider en per dag was slechts 365 kilogr. in 1926, terwijl de gemiddelde opbrengst van het zuiderbekken 516 kilogr. was.

30 November 1927.

Bijlage van de nota van den Heer Minister d. d. 1^o December 1927, n^o 6/254.**NOTA BETREFFENDE DEN TOESTAND IN DE KOLENNIJVERHEID.**

De tegenwoordige kolencrisis schijnt de voortzetting te zijn van deze die in 1925-1926 heerschte, en die onderbroken werd door de staking van de Engelsche mijnwerkers. Zij is vooral toe te schrijven aan het feit dat het verbruik over de gansche wereld niet stijgt in gelijke mate met de productie van de kolen. De vertraging van het verbruik vloeit voort uit de pogingen die worden gedaan voor een zuiniger gebruik van de brandstoffen, en van de kolen te vervangen door andere bronnen van energie.

Wij mogen wel denken dat dit economisch verschijnsel deel uitmaakt van de algemeene evolutie naar een vasten toestand, evolutie die de algemeene heraanpassing van de prijzen in zich besluit. Leiden de pogingen, die worden gedaan om de kostende prijzen in de nijverheid te doen dalen, tot eene grootere verspreiding van gefabriceerde producten, zullen wij de vraag naar brandstof opnieuw zien toenemen.

Wat er van zij, de heerschende crisis treft in eene min of meer sterke mate al de Europeesche landen.

DE TOESTAND IN HET BUITENLAND.

Engeland wordt er in de ergste mate door geplaagd. Een der voornaamste kenmerken van de crisis, in dit land, is de vermindering van den uitvoer van kolen; deze uitvoer beliep gedurende het derde trimester van dit jaar 31 t. h. minder dan in 1913. Dit feit heeft een belangrijken terugslag op de Engelsche economie, aangezien de kolen grootendeels de lading uitmaakten van de schepen die in de overzeesche landen de grondstoffen en voedingsmiddelen gingen halen. Men moet zich dus verwachten aan verwoede inspanningen van Engeland om opnieuw den vroegeren toestand te veroveren.

Engeland is een van de zeldzame landen waar de kolenproductie beneden het peil van vóór den oorlog staat.

Het getal gebezigde werklieden beliep, op 24 September 11: slechts 982,555 terwijl het getal volkomen werklooze arbeiders 131.256 bedroeg, hetzij 10.7 t. h. van de mijnwerkersbevolking; het getal gedeeltelijk werklooze arbeiders beliep 97,265, d. i. 7.9 t. h. van de mijnwerkersbevolking. Dienvolgens zijn 18.6 t. h. van de kolenmijnarbeiders niet met volle productievermogen aan het werk.

De crisis is natuurlijk veel erger in de uitvoerende streken. In het Zuiden van Wales telt men 31.7 t. h. werkloozen en 5.0 t. h. van de werklieden ontvangen alleen het minimum-loon, het levensloon geheeten : 87.0 d. 3/4.

Om ondanks alles hunne productie te verkoopen hebben de kolenmijnbedrijven aanzienlijke opofferingen gedaan ten opzichte van de prijzen. De gemiddelde prijs, bij den uitvoer aangegeven in het land van Wales, is gevallen van 25/1 — gemiddeld bedrag voor 1924 — op 19/2 in September 1927. Dit is eene daling van 23.6 t. h. (N. B. — Deze cijfers worden slechts vermeld om de schommelingen in de prijzen aan te toonen; men moet er zich voor wachten hunne volstrekte waarde als grondslag te nemen om tot eene voorstelling te komen van den prijs der kolen soorten die, uit Engeland, in België ingevoerd worden.)

In elk kolenbekken hebben, gedurende het tweede trimester 1927, al de kolen-

mijnbedrijven verlies te boeken. Het verlies, dat voor het geheele land, gemiddeld 1/0.65 bedraagt, is 0/8.75 in Durham en bereikt 1/1.74 in het Zuiden van Wales.

De werklieden dragen hun aandeel in de opofferingen; want, alhoewel de duur van het werk van vóór den oorlog, opnieuw werd ingevoerd, stemt hun gemiddeld loon slechts met het indexcijfer 152 overeen, terwijl het indexcijfer van de levensduurte 167 bereikt. In strijd met hetgeen vóór den oorlog geschiedde, winnen de mijnwerkers minder dan de werklieden van de openbare diensten, van de spoorwegen en van het bouwbedrijf.

Nochtan^s is de productie per arbeider, sedert de staking, grooter dan vóór den oorlog (98 t. h. in Durham, 111 t. h. in het Zuiden van Wales).

Betreffende de stocks worden geene inlichtingen verstrekt.

Men heeft vóór enkele dagen laten weten dat eene verkoopsvereeniging 90 t. h. van de kolenmijnbedrijven in Wales zal groepeeren.

In *Duitschland* schijnt de toestand veel gezonder.

Het volstaat in aanmerking te nemen dat in het Ruhrbekken, de stock einde September 1927 — met inbegrip van de tot steenkool omgewerkte cokes — slechts 1,961,000 ton beliep, d. i. 20 t. h. van de maandelijksche productie. Deze hoeveelheid is eigenlijk normaal, want in Januari 1927, dadelijk na het einde van het mijnwerkersconflict in Engeland, beliep de stock reeds 1,453,000 ton, hetzij 14 t. h. van de maandelijksche productie.

Men heeft echter trapsgewijs de kolendelving met 422,000 ton per dag vermindert in Januari 1927 en met 373,000 ton in September, hetzij 11.6 t. h. Deze vermindering heeft natuurlijk aanleiding gegeven tot eene vermindering van de gebezigde werkkraft en er worden nieuwe afdankingen aangekondigd.

De Deutsche exploitanten verklaren dat zij verplicht zijn de prijzen te verminderen om aan de Engelsche mededinging het hoofd te bieden, die, zooals men weet, zich voortdurend doet gelden te Hamburg, te Berlijn en zelfs op den Rijn.

Om op doeltreffende wijze te strijden door het toestaan van speciale prijzen in zoogenaamde betwiste gebieden, is de bijdrage door de mijnbedrijven te betalen aan het Rijnsch-Westfaalsch Syndicaat, gebracht van 0.90 mark in Juni 1927, op 1.38 mark in September 1927.

Duitschland is er in gelukt den invoer van kolen met 45 t. h. te verminderen.

Volgens een bericht van de *Kölnische Zeitung*, is voor een derde van de mijnbedrijven verlies te boeken, een derde komt er toe de uitgaven te dekken en slechts het overige derde levert nog winst op.

De werklieden eischen nochtan^s loonsverhooging.

In *Frankrijk* overtreft de productie der herstelde mijnbedrijven in de Nord- en Pas-de-Calais-départementen, die van 1913, alhoewel de productie per arbeider het peil van vóór den oorlog niet bereikt heeft; er wordt een talrijkere werkkraft gebezigd voor grootendeels uit buitenlanders bestaande.

De Franschen pogen den Engelschen invoer te verdringen. De Regeering heeft getracht hen hierin te helpen door speciale tarieven voor de Fransche kolen te bekomen bij de spoorwegmaatschappijen en door vergunningen voor den invoer op te leggen. Het schijnt echter dat deze tarievenpolitiek meer nadeel opgeleverd heeft voor de Fransche mijnen van het Centre dan voor de Engelsche mijnbedrijven.

Anderzijds; moedigt de Regeering de vervanging aan van de buitenlandsche

brandstoffen door die van het eigen land, namelijk wat betreft de cokes en anthracietkolen. Dit kan ten slotte slechts nadeelig zijn voor den verkoop van onze huis-kolen in Frankrijk.

Er moet aangestipt worden dat, in dit land ook, de productie verminderd werd met 185.179 ton per dag, in Januari 1927 tot 168,423 ton in Augustus, d. i. met 9.2 t. h.

Er bestaan geene inlichtingen over de stocks.

TOESTAND IN BELGIË.

A. — PRODUCTIE EN STOCKS.

De productie hield tijdens gansch het jaar 1927 stand rond eene hoeveelheid van 2,300,000 ton per maand, welke slechts in November 1926 was bereikt geweest, te zeggen bij het einde van het Engelsch conflict; dit cijfer komt overeen met eene jaarlijksche opbrengst van ongeveer 27,500,000 ton.

De stocks stegen zeer snel bij den aanvang van het jaar en waren reeds boven 1 miljoen ton einde Maart. Einde October bereikten zij ongeveer 1,700,000 ton die per bekken en volgens de hoedanigheid kunnen worden verdeeld als volgt :

	Vette.	Half vette.	1/4 Vette.	Magere.	Totaal.	Verhouding van den stock per bekken, tot de dagelijksche productie.
Centrum	59,465	292,724	—	—	352,189	21
Charleroi en Namen.	19,748	324,857	121,557	230,193	696,355	24
Bergen	195,100	120,802	—	—	315,902	16
Luik	6,487	114,909	25,268	64,332	210,996	11
De Kempen . . .	116,254	—	—	3,674	119,928	13
	397,054	953,292	146,825	298,199	1,695,370	18
Verhouding van den stock volgens hoedanigheid, tot de dagelijksche productie	13	21	24	19	18	

Wanneer men nu, met de uitslagen der tien verlopen maanden aan de hand, eene raming maakt van de waarschijnlijke voortbrengst, invoer, uitvoer en verbruik tijdens het jaar 1927 en men deze gegevens vergelijkt met die der voorgaande jaren, dan bekomt men de volgende tabel :

	1924	1925	1926	1927	Meer (+) of minder (—) in verhouding tot 1924.
Productie van het land (in duizend t. n.)	23,360	23,135	25,320	27,545	+ 48 t. h.
Voortbrengst van de Kempen (id.)	1,107	1,104	1,775	2,406	
Invoer (id.)	12,672	11,943	11,554	13,679	+ 8 t. h.
Verbruik (id.) ¹	31,545	30,532	32,730	34,814	+ 10 t. h.
Uitvoer (id.)	3,864	4,321	5,547	4,591	+ 19 t. h.
Verhouding der buitenlandsche kolen in de verbruikte hoeveelheid (t. h.) .	40	39	35	39	
Verhouding der ingevoerde kolen in de voortgebrachte hoeveelheid (t. h.) .	17	19	22	17	

Het jaar 1924 biedt den besten grondslag tot vergelijking, omdat dit niet geschokt werd zooals het 't geval was voor de jaren 1925 en 1926, door uitzonderlijke gebeurtenissen, als b. v., de werkstaking in de Belgische ijzerindustrie en de werkstaking in de Engelsche mijnen. Alleen de Deutsche mijnnijverheid verkeerde niet in een gansch normalen toestand wegens de bezetting van de Ruhr; de passieve weerstand had nochtans opgehouden.

Het jaar 1924 levert nog dit bijzonder belang op dat het, zooals het jaar 1927, volgde op een zeer voorspoedig jaar voor de Belgische kolenmijnen.

Om dit jaar volkomen te kenschetsen, moet men hieraan toevoegen dat in 1924 de loonen hoog stonden (15 t. h. gemiddelde verschuiving in October) en dat de mijnen over het algemeen schier geene winsten hebben opgeleverd.

In verhouding tot 1924 bevindt men dat de opbrengst van 1927 in verhooging staat van ongeveer 4,200,000 ton, waarvan 2,900,000 ton voor het Zuiderbekken en 1,300,000 ton voor het Noorderbekken. Deze verhooging vertegenwoordigt 18 t. h.

Het verbruik heeft, voor het land slechts met 10 t. h. toegenomen. De invoer is derwijze toegenomen dat het verbruik daardoor werd gespijsd in dezelfde verhouding, met 40 t. h.

Dat wordt verklaard door het feit, dat de verbruikers zich tot dezelfde leveranciers richtten naar gelang van hun verblijf; feitelijk was er geen verplaatsing van cliënteel.

B. — PRIJS DER KOLEN.

De zaken werden in stand gehouden, doch ten koste van groote toegevingen op de prijzen.

Uit de hieraan toegevoegde tabel, bestemd voor de Gemengde Nationale Commissie der Mijnen (stuk n^o 270) blijken de schommelingen der prijzen van verschillende soorten kolen gedurende een termijn van een jaar (October 1926 tot October 1927) tijdens hetwelk de loonen werden geregeld volgens een berekenden index waarin voor 25 t. h. een factor tuschenbeide kwam, die afhing van den prijs der kolen voor locomotieven.

Deze tabel werd hoofdzakelijk opgemaakt om te kunnen vaststellen of de prijs

van dit soort steenkolen schommelingen onderging die met voldoende nauwkeurigheid de schommelingen weergaven van de kolenmarkt over 't algemeen.

Wanneer men het gemiddeld cijfer opmaakt van de schommelingen der prijzen van de andere soorten Belgische steenkolen die op de tabel vermeld staan, dan bevindt men dat de schommelingen van den prijs der kolen voor locomotieven weinig van dit gemiddeld cijfer afwijken.

Deze prijzen komen overeen met eene goudwaarde van $142.50 : 7 = 20.36$.

In 1924 was de goudwaarde $103 : 4.21 = 24.46$.

De vermindering bedraagt dus 17 t. h. (bedrag dat moet vergeleken worden met dat van 23.5 t. h. dat vroeger aangeduid werd voor de waardedaling der kolen die uit het land van Wallis kwamen).

De vergelijking met de prijzen van vóór den oorlog is insgelijks belangwekkend. Teruggebracht tot het gehalte asch 16 t. h. in plaats van 12 t. h., dan wordt de tegenwoordige prijs der kolen voor locomotieven fr. 128,25 of 18,30 goud frank, hetzij juist de helft van het tweede half jaar 1913. Deze laatste was een maximum voor een tijdsverloop van enkele jaren vóór den oorlog. De prijs van dezelfde kolen bedroeg tijdens het eerste halfjaar van 1914 slechts fr. 16,15. De tegenwoordige prijs in goud overschrijdt dus dien van het eerste half jaar 1914 met 13,3 t. h., hetgeen niet te verwonderen is, vermits al de prijzen, in goudwaarde, gestegen zijn.

Wanneer men echter onze prijzen vergelijkt met die der vreemde kolen die op de tabel voorkomen, dan bevindt men dat wij moeten dalen om het peil der mededinging te bereiken. Deze daling is, gedeeltelijk ten minste, op de markt verwezenlijkt.

C. — LOONEN.

Het document n° 371, bestemd voor de Gemengde Nationale Mijncommissie — eene kopij ervan is hierbij gevoegd — laat ons toe de tegenwoordige loonen te vergelijken met die van vóór den oorlog, zoowel onder opzicht van de goudwaarde als van de koopwaarde. Daaruit blijkt dat de tegenwoordige loonen, onder dit laatste opzicht, ongeveer op dezelfde hoogte staan als de loonen van 1912 en van 1914, maar dat zij lager staan dan die van 1915.

De loonen per opgehaalde ton kolen zijn in België, en in de voornaamste uitvoerbekkens van de naburige landen de volgende :

TIJDPERK	LAND OF BEKKEN	Dagelijksche opbrengst per bovengr. en ondergr. arbeider — Kilogr.	Dagloon (zonder gezins- en andere vergoedingen) — Mark	Loon per bovengehaalde ton kolen — Mark
Juni 1927	Ruhr	1,131	7.83	6.92
2 ^e kwart. 1927	Durham	1,099	9.28	8.44
3 ^e kwart. 1927	Zuid-Wales	987	10.18	10.31
2 ^e kwart. 1927	Saar	726	5.92	8.13
2 ^e kwart. 1927	België	514	4.67	9.09

HOOFDSTUK IV. — *Nijverheid.*

Uitgaven der monographiën over de nijverheid. — Om te gemoet te komen aan den wensch van de Nationale Commissie voor de nijverheidsproductie werd een crediet van 45,000 frank uitgetrokken om in 1928 opnieuw de « Monographies industrielles » uit te geven. Deze studiën, vóór den oorlog uitgegeven, waren van zeer groot belang. Zoo de nieuwe serie zoo goed is als de oude, zal zij van zeer groot nut zijn voor den bloei van de wetenschappen en de maatschappelijke onderzoekingen.

HOOFDSTUK VI. — *Nijverheids- en Beroepsonderwijs.*

Al de leden van uwe Commissie hebben zich zeer bekommerd getoond over het beroepsonderwijs. Voor de toekomst van het land is het noodig dat deze zeer belangrijke tak van het volksonderwijs op vaste grondslagen wordt ingericht, en zoo spoedig mogelijk uitgebreid en verstevigd worde.

De bijzondere belasting op het bruto bedrag van de door de nijveraars en handelaars betaalde loonen, gevestigd door artikel 5 van de wet van 28 December 1926, werd afgeschaft.

Daarover ondervraagd, antwoordde de achtbare Minister :

« Het is op verzoek van het Parlement (Commissie voor de Begrooting) dat men er van afgezien heeft een Bijzonder Fonds op te richten om de opbrengst te ontvangen van de belasting geheven van de loonen tot steun van het nijverheids- en beroepsonderwijs, en deze opbrengst te gebruiken voor de uitgaven van dit onderwijs. De van deze belasting verwachte ontvangsten zijn begrepen in de algemeene ontvangsten van den Staat.

Eene verhooging van 15 miljoen frank werd als compensatie ingeschreven op het begrotingscrediet betreffende de toelagen te verleenen aan de instellingen voor nijverheids- en beroepsonderwijs.

Het opheffen van deze taxe heeft geen weerslag gehad op het crediet waarover hier kwestie is.

De nieuwe verhooging van 5.035,000 frank, voorzien in het begrotingsontwerp voor 1928 wordt behouden. Deze som zal zelfs merkelyk moeten verhoogd worden wegens de perequalie van de wedde der leeraars van het nijverheids- en beroepsonderwijs. »

Het bijwonen van de beroepsscholen is klaarblykelijk onvoldoende. De onlangs in het *Arbeidsblad* verschenen cijfers bewijzen het op treffende wijze.:

Schoolbevolking in de vakscholen.

SOORT VAN SCHOLEN.	Op 31 December 1925					Op 31 December 1926				
	Getal scholen	Getal leeraars	Leerlingen meisjes	Leerlingen jongens	Getal afgele- verde ge- meins- schriften	Getal scholen	Getal leeraars	Leerlingen meisjes	Leerlingen jongens	Getal afge- verde ge- meins- schriften
Beroepsscholen voor meisjes . . .	62	810	8,713	102	1,267	63	811	8,822	102	1,446
Beroeps-huishoudscholen voor meisjes.	34	338	2,809	—	390	37	342	3,280	—	453
Huishoud-beroepsscholen voor meisjes.	7	41	426	—	47	9	54	716	—	43
Beroepslessen voor meisjes . . .	68	310	4,938	—	410	71	288	4,839	—	436
Leerwerkhuizen voor meisjes . . .	107	532	6,340	—	365	105	493	6,454	—	463
Huishoudscholen en -klassen en huishoudklassen toegevoegd aan lagere scholen	196	467	6,568	—	737	216	510	7,481	—	997
Hoogere scholen	12	247	62	1,806	650	14	324	85	3,152	864
Nijverheidsscholen	132	1,934	2,408	30,050	3,565	129	1,876	2,482	26,872	3,776
Nijverheidslessen 's Zondags . . .	14	125	158	1,798	145	14	125	170	1,642	216
Sch. voor nijverh. en beroepsteekenen.	58	305	15	4,406	167	59	304	18	4,288	220
Less. voor nijverh. en beroepsteekenen.	23	121	12	2,276	238	24	124	15	2,382	190
Handels- en taallessen	55	646	5,316	9,684	2,510	59	682	5,411	10,043	2,914
Scholen voor kunstvakken	17	367	59	6,065	1,313	17	375	127	6,001	1,621
Beroepsscholen voor jongens . . .	119	1,767	713	26,061	3,645	120	1,735	834	24,895	3,833
Beroepslessen voor jongens . . .	17	117	207	1,565	331	22	142	198	1,708	325
Leerwerkhuizen voor jongens. . . .	7	67	229	718	187	9	167	231	938	192
Leerwerkhuizen voor het weven en theoretische lessen voor het weven.	3	15	7	388	122	2	14	—	439	114
	931	8,209	39,000	84,919	16,089	970	8,216	41,166	82,462	18,103

Het onvoldoend bijwonen der lessen, het gebrek aan samenhang van de programmas, de aaneenschakeling van beroepsonderwijs en lager onderwijs zijn allemaal vraagstukken die zoo spoedig mogelijk eene oplossing moeten krijgen.

Derhalve, heeft uwe Commissie met vreugde de hervorming begroet van den Hoogen Raad voor het Vakonderwijs uitgevaardigd, bij Koninklijk besluit van 20 November 1927, alsmede de benoeming der leden van dien Raad, bij Koninklijk besluit van 15 Januari 1928.

Van al de vereischte verbeteringen ten opzichte van het beroepsonderwijs, is er eene die den voorrang op alle andere heeft, te weten het vraagstuk betreffende het statuut van het beroepsonderwijs.

Uwe Commissie had den wensch uitgedrukt dit vraagstuk op definitieve wijze te zien oplossen. De achtbare Minister heeft op de volgende besliste wijze geantwoord:

« Bij den aanvang van zijne werkzaamheden, zal de Hooge Raad voor het Vakonderwijs belast worden met de studie van het statuut van het beroepsonderwijs en van de wet tot regeling dezer zaken ».

Uwe Commissie drukt den wensch uit dat, intusschen, de uitbetaling der toelagen aan de beroepsscholen zou plaats hebben zonder de vertraging die men herhaaldelijk gedurende de voorgaande jaren te betreuren had. Er zijn inderdaad nog steeds scholen die de toelagen voor het schooljaar 1926-1927, niet ontvangen hebben ! Deze scholen worden daardoor in de onmogelijkheid gesteld regelmatig hun personeel te betalen, hetgeen men ten sterkste moet betreuren.

De Minister heeft, als volgt, geantwoord op eene vraag betreffende 1926-1927 :

« Op het crediet van 45,000,000 frank, voorkomende in de Begrooting van 1927 voor het beroepsonderwijs, werden ongeveer 30,000,000 frank aan toelagen uitgekeerd. »

» Er blijft uit te betalen : toelagen aan instellingen die niet door de inspectie konden bezocht worden gedurende het afgelopen schooljaar, alsmede aanvullende toelagen, die het voorwerp van aanvullende begrotingen uitmaken, ingediend door de instellingen naar aanleiding van wijzigingen in de weddenbarema's.

Voor nagevoeg het meerendeel der scholen, werd uitbetaald, sedert den aanvang van het jaar, voorloopige toelagen te gelden op de definitieve toelage die aan elke instelling toekomt.

De uitbetaling wordt sedert enkele weken voortgezet.

HOOFDSTUK VII. — *Arbeid.*

De Hooge Arbeidsraad. — Uwe Commissie heeft aan den achtbaren Minister gevraagd of hij niet aan het onderzoek van den Hoogen Arbeidsraad zou kunnen onderwerpen sommige vraagstukken, die binnen kort zullen voorgelegd worden aan internationale arbeidsconferenties : voorkomen van ongevallen; minimum loonen in de huisnijverheid; herziening van de wetten op de arbeidsovereenkomst en de werkplaatsreglementen.

Ziehier het antwoord :

« De Hooge Arbeidsraad zal binnen kort opnieuw de studie aanvatten van het vraagstuk der minimumloonen in de huisnijverheid.

Wat betreft de herziening der wetten op de arbeidsovereenkomst en de werkplaatsreglementen, zij komt niet voor op de dagorde van de aanstaande internationale arbeidsconferentie.

Het vraagstuk van de verbreking van het arbeidscontract werd voorloopig in aanmerking genomen en het is mogelijk dat het onderzocht worde tijdens den zitting van 1928 der conferentie van Genève. Doch, eenerzijds, wordt dit vraagstuk op nauwkeurige wijze geregeld door onze wet op de arbeidsovereenkomst voor bedienden en, anderzijds, werd geen grief, geene klacht, tegen de bestaande beschikkingen, ter kennis van het Departement gebracht.

In deze omstandigheden, schijnt er geen reden te bestaan de eventueele herziening dezer beschikkingen door den Hoogen Arbeidsraad te doen bespreken.

Dit neemt niet weg dat ik gebeurlijk beroep zal doen op de bevoegdheid en de toewijding van den Hoogen Arbeidsraad voor de studie van andere vraagstukken

Samenordening der sociale wetten. — Uwe Commissie heeft zich aangesloten bij het voorstel, in den Senaat gedaan en strekkende tot het voorbereiden van de samenordening der sociale wetten; zij heeft met voldoening vernomen dat een ambtenaar van het departement gelast is dit vraagstuk te onderzoeken.

HOOFDSTUK VIII. — Toezicht over den arbeid.

Sommige leden van uwe Commissie hebben doen opmerken, dat het toezicht over den arbeid ontoereikend is en dat, anderzijds, de arbeidsopzieners soms belast worden met werk dat niets te maken heeft met hunne eigenlijke taak.

De achtbare Minister is van gevoelen, dat de arbeidsinspectie over een voldoende personeel beschikt, doch hij verklaart dat maatregelen worden onderzocht om de arbeidsopzieners te ontlasten van zekere functies die hun moesten toevertrouwd worden wegens speciale omstandigheden.

HOOFDSTUK XI. — Sociale verzekering en voorzorg.

Uwe Commissie verneemt met vreugde dat een wetsontwerp, waarbij de wetgeving op de arbeidsongevallen volkomen herzien wordt, weldra bij de Kamer zal worden ingediend.

Sommige leden hebben de noodzakelijkheid bewezen van de verhooging der toelagen van 500,000 frank, voorzien voor de moederschapsmutualiteiten; de achtbare Minister heeft aangekondigd dat hij eene verhooging van deze toelage zou voorstellen.

Uwe Commissie drukt anderzijds den wensch uit, dat voortaan de toelagen regelmatig aan de mutualiteiten zouden uitbetaald worden. Zij stelt de noodzakelijkheid in het licht, de toelagen aan de lijfrentemutualiteiten te verhoogen; De bestaande middelen dezer organismen zijn ontoereikend.

HOOFDSTUK XII. — Ouderdomspensioenen.

Uwe Commissie heeft er de aandacht van den achtbaren Minister op gevestigd, dat de werklieden, werkzaam in de zinkfabrieken, vragen dat het voordeel van het ouderdomspensioen hun verleend worde op 55 jarigen leeftijd. Deze heeft geantwoord :

« Niemand kan den bijzonder ongezonder aard van het werk, door deze arbeiders verricht, betwisten, en dienvolgens de rechtmatigheid van hun eisch.

Nochtans biedt de oplossing die men aan dit vraagstuk zou moeten geven, toepassingsmoeilijkheden aan welke in het licht dienen gesteld te worden.

Krachtens het huidige regime, bestaat het ouderdomspensioen uit drie bestanddeelen :

1° De rente, in de pensioenkas tot stand gebracht door de stortingen op de rekening van den gegadigde (persoonlijke storting, werkgeversbijdrage en bijdrage van den Staat);

2° de verhooging van de ouderdomsrente, ten laste van de openbare macht gelegd en welke de aldus tot stand gebrachte rente op 720 frank moet brengen;

3° het aanvullend pensioen dat insgelijks ten laste valt van de openbare macht, en waarvan het bedrag gaat van 720 tot 360 frank.

Wat de rente betreft die op de Lijfrentekas wordt gevestigd, daarvan hangt het bedrag namelijk af van den gestelden leeftijd voor de ingetreding; hoe lager deze leeftijd, hoe geringer de rente; is de leeftijd voor de ingetreding op

55 jaar gesteld, dan bedraagt de rente welke gevormd wordt door bijdragen van dezelfde som, slechts 393 frank, terwijl zij 1,000 frank wordt, indien de leeftijd voor de ingetreding op 65 jaar wordt gesteld. Het verschil is dus groot en daarmede moet men rekening houden voor de oplossing van het vraagstuk dat ons thans onledig houdt. Dit verschil kon ongetwijfeld worden aangevuld met in verhouding het bedrag te verhoogen van de bijdragen op de rekening der belanghebbenden gestort.

Wat betreft de verhooging der rente en de aanvulling van het pensioen, hier beslist de wet dat deze voordeelen niet worden verleend dan wanneer de belanghebbende ten volle 65 jaar heeft bereikt.

En hier rijst nog eene vraag : ware het beslist dat het recht op pensioen voor de werklieden der zinkfabrieken begint op 55-jarigen leeftijd, moet dan het bedrag der verhooging en der aanvulling eene everedige vermindering ondergaan (van 10 tot 4) ofwel moeten deze voordeelen dan zonder vermindering aan de rechthebbenden worden toegekend ?

Wij wijzen er hier op, dat de renten-verhooging en het aanvullend pensioen van rechtswege worden verleend aan de mijnwerkers, wanneer zij worden gepensionneerd op 55-jarigen leeftijd (ondergrondse werklieden) of op 60-jarigen leeftijd (bovengrondse werklieden).

Ten slotte, blijft te onderzoeken het vraagstuk der overlevingsrente of der rente van de weduwe : er dient te worden vermeden dat die rente eene te groote vermindering onderga wegens het feit dat de gepensionneerde werkmán der zinkfabriek zijne stortingen op 55-jarigen leeftijd zou staken en dienvolgens, van dien leeftijd af, de bijdragen van werkgever en Staat niet meer zou genieten.

Het vraagstuk houdt echter gansch onze aandacht gaande. »

De nijverheids crisis. — Uwe Commissie heeft zich met de nijverheids crisis beziggehouden en zich afgevraagd of, ten aanzien van de gewichtigheid dezer crisis, het crediet van 18,025,000 frank aan het Nationaal Crisisfonds voldoende is.

Sommige leden waren bovendien van gevoelen dat de termijn van een jaar, die opgelegd wordt aan de aangesloten leden der Werkloosheidskassen, zou moeten verminderd worden tot op drie maanden.

Anderen vroegen dat het bedrag der tegemoetkomingen zou verhoogd worden. Het antwoord van den achtbaren Minister luidde als volgt :

« a) Met inachtneming van de terugbetalingen welke het Nationaal Crisisfonds in 1928 zal trekken, zal de som van 18,025,000 frank, welke op de Begroting van 1928 is voorzien, waarschijnlijk voldoende wezen. Desgevallend, zal het vereischte aanvullend crediet dadelijk worden aangevraagd ;

b) De talrijke besprekingen welke reeds plaats vonden over de vermindering van den stagetermijn, inzonderheid naar aanleiding van het onderzoek van het ontwerp-Troolet, hebben niet geleid tot het wijzigen van de bestaande regling (een jaar) ;

c) Het Koninklijk besluit van 21 Maart 1927 heeft de tegemoetkomingen, door het Nationaal Crisisfonds te verleen, verhoogd. Deze werden gebracht :

voor de hoofdzakelijke vergoedingen : van 6 op 8 frank per dag ;

voor de gezinsvergoedingen : van 1 fr. 50 op 2 fr. 50 voor de echtgenoot ;

van 1 op 2 frank voor het kind.

Het Departement beoogt voortsnu geene nieuwe verhoogingen. »

II^e SECTIE. — *Uitzonderlijke uitgaven.*

De woningerisis. — Hier laten wij een kort overzicht volgen over den tegenwoordigen toestand van de woningerisis :

Sedert het overzicht dat door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid in 1923 werd opgemaakt, betreffende het getal woningen en huishoudens in de gemeenten van het Rijk, in 1920 en 1924, werd geen enkel werk meer ondernomen om den algemeenen toestand van de woongelegenheid te kennen.

Men kan echter met genoegen vaststellen dat, op aanvraag van den « Nationalen Bond tegen de krotten », sommige aanzienlijke gemeenten een onderzoek instellen naar de woongelegenheden van hunne onderhoorigen.

Het woonvraagstuk is trouwens een der meest ingewikkelde wegens de talrijke factoren die in aanmerking komen (huishuurwet, verlangen om ruimer te wonen dan vóór den oorlog en slechts een gering gedeelte aan de huishuur te besteden, enz).

Men mag nochtans terecht beweren, dat de woningerisis sedert den wapenstilstand merkkelijk werd verminderd door het bouwen, in de plattelandsche gemeenten, van een groot getal huizen voor één gezin en, in de volkrijke centums, door het optrekken van gebouwen met velerlei woongelegenheid, alsmede door het verhoogen der woongelegenheden in tal van huizen. Noemenswaardig is het, dat de door de Nationale Maatschappij toegelaten vereenigingen, einde 1927, hadden gebouwd of in bouw hadden 42,503 woongelegenheden en dat 18 tot 20 duizend huizen werden opgetrokken, dank zij de tegemoetkomingen door de Regeering verleend aan de personen die zelf eene goedkoope woning hebben laten bouwen; totaal bekomen wij aldus 60,000 woongelegenheden of woningen.

Een feit blijft niettemin bestaan, namelijk dat de woningerisis nog voortduurt in sommige streken en hoofdzakelijk in de gemeenten waar, als gevolg van het oprichten van nieuwe nijverheidsbedrijven, de werklieden toestroomden en dus eene woning zoeken dichtbij hun werk.

Doch boven alles moeten wij de krotten, die een zoo nadeeligen invloed uitoefenen, trachten te doen verdwijnen. *En daarom moet men blijven voortbouwen en steun bieden aan alwie bouwen wil.*

De opbrengst van de leening van 110 miljoen, waartoe machtiging werd gegeven door de wet van 23 Juli 1927, zal hoofdzakelijk dienen om de krotten te bestrijden en voor de huisvesting van de groote en behoeftige gezinnen; die opbrengst zal aan de Nationale Maatschappij toelaten haar in 1928 voorgenomen programma uit te voeren.

Een vierde van het getal woningen welke de toegelaten maatschappijen zullen mogen optrekken met de opbrengst van deze leening, moet voorbehouden blijven voor de bewoners van onbewoonbare krotten en de voorkeur zal worden gegeven aan de talrijkste en de meest behoeftige gezinnen.

De burgemeesters der betrokken gemeenten zullen de schriftelijke verbintenis moeten aangaan, de onbewoonbare krotten te doen sluiten, de gezondmaking te eischen van die krotten welke nog kunnen bewoonbaar worden gemaakt, en in geval van weigering, deze laatste te doen sluiten.

Anderzijds, worden voorstellen bij de Kamers, ingediend om te doen

besluiten voor een nieuwe leening groot 100 miljoen, ten einde den bouw van 3,600 nieuwe woningen, in 1929, mogelijk te maken.

Kroostrijke gezinnen. — De woonkwestie biedt, inzonderheid, het grootste belang aan voor de kroostrijke gezinnen. Ook heeft de Regeering, die haar plicht begrijpt deze familiën op bijzondere wijze tegemoet te komen, beslist een nieuwe premie uit te loven voor de gezinnen met ten minste drie kinderen ten laste. Het maximum der premie zal, met de toelagen die voor ieder kind boven dit getal zouden verleend worden, 150 t. h. bereiken van het beloop der tot nog toe toegekende premie (zie antwoord op de tweede vraag).

Daarenboven, — en ten einde de kroostrijke gezinnen, welke niet eigenaars kunnen worden, in staat te stellen zich een betamelijke huisvesting te bezorgen. — werden de door de Nationale Maatschappij toegelaten Vereenigingen gemachtigd een vermindering toe te staan van 10 t. h. op den normalen huurprijs aan de gezinnen met drie kinderen ten laste; deze vermindering wordt op 50 t. h. gebracht, zoodra het getal kinderen ten laste vier bedraagt of daarboven. (Zie antwoord op de vraag n^o 4 — huishuur.)

Verbetering der krotten. — Eindelijk, daar men er niet kan aan denken al de ongezonde woningen te doen verdwijnen en al de huizen te herbouwen welke niet aan de regelen der hygiëne beantwoorden, moeten de gemeentebesturen eischen dat de eigenaars van dergelijke woningen hun aandeel nemen in den strijd tegen de krotten en verplicht worden de huizen te verbeteren, welke nog te verbeteren zijn. De wet van 25 Juli 1921, houdende wijziging van die van 11 October 1919, laat toe zulks te eischen.

De gemeentebesturen zullen daarin worden bijgestaan door de Beschermingscomiteeten voor de Goedkope woningen, de bouwmaatschappijen en de afdelingen van den Belgischen Nationalen Bond tegen de krotten.

Bij wijze van aanmoediging, zou het noodig zijn te onderzoeken of het niet doenlijk ware de kwijtschelding van de grondbelasting, voorzien bij de reeds door de Kamer aangenomen wet, te verleen en aan de eigenaars die een verhuurd krot door een goede huisvesting vervangen, of die een ongezonde of onvoldoende woning verbouwen tot een betamelijk huis, *zonder de bewoners er uit te zetten*.

Met het oog op de verbetering van de algemeene woontoestanden, zou bij de Kamers opnieuw, en onverwijld, aanhangig moeten gemaakt worden : het *Ontwerp van gezondheidswet*, door de Regeering, nu verscheidene jaren geleden, ingediend en dat, wegens de Kamerontbinding, in 1919, verviel.

De Regeering, die reeds overgrootte offers heeft bewilligd om de woningcrisis te verzachten, zou insgelijks moeten eischen dat de gemeenten die klagen over tekort aan woongelegenheden, de goedkope woningen van de bouwtaxe zouden vrijstellen en insgelijks zouden afzien van de opcentiemen bij de grondbelasting van diezelfde woningen. De gemeenten zelf hebben daarbij het aller-grootste belang.

~~Te meer~~ het is even zoo onontbeerlijk het huishoudelijk onderwijs meer en meer uit te breiden, zonder hetwelk al de pogingen, gedaan voor de verbetering van de huisvesting, tot geen goede uitslagen zullen gedijen. Leergangen van woninghygiëne zouden in al onze scholen en op alle graden moeten gegeven worden.

Bouwpremiën. — De Begrooting behelst, bij artikel 136a, een crediet van 10,200,000 frank voor premiën door den Staat uit te keeren : 1^o aan de weinig bemiddelde personen die, voor hun eigen gebruik, een goedkope woning bouwen;

2° aan diegenen welke een huis aankopen, geëigend voor het huisvesten eener familie, door eene maatschappij opgericht.

Vervolgens, bij artikel 137, een crediet van 4,000,000 frank voor bijzondere premien te verleen en aan bouwers van goedkoope woningen, hoofden van kroostrijke gezinnen.

Ten einde alle dubbelzinnigheid weg te ruimen, heeft uwe Commissie den achtbaren Minister verzocht, over de praktijk der premien, alle gewenschte inlichtingen te verschaffen. Hier zijn die inlichtingen :

BOUWPREMIËN.

Einde 1927, waren er, ten voordeele van degenen die eene goedkoope woning hebben doen bouwen, uitbetaald :

12,013 premien door middel van de credieten die tot einde 1927 ter beschikking van dezen dienst waren gesteld ; de uitgave bedroeg . fr. 29,170,650	
en de credietmaatschappijen werden anderzijds gemachtigd aan hunne ontleeners voor te schieten :	
3,618 premien tegen betaling van een interest van 6 1/4 t. h ;	
de uitgave bedraagt	9,628,150
15,631 premien die dus werden verleend ten bedrage van	fr. 38,798,800

Door middel van de voor 1928 gevraagde credieten, zal het Departement bij machte zijn de voorschotten, door de maatschappijen toegestaan, terug te betalen, en de 1,800 tot 2,400 premien uit te betalen die nog moeten toegestaan worden voor de reeds gebouwde of in aanbouw zijnde huizen, aan personen wier aanvraag werd ingediend vóór 16 Maart 1926.

Het premienstelsel, ingesteld in 1922 om het bouwen door particulieren van goedkoope woningen aan te moedigen, zal dus gansch uitgevoerd zijn.

PREMIËN AAN DE KROOSTRIJKE GEZINNEN

Men moet er evenwel bijvoegen, dat een crediet van 4 miljoen is uitgetrokken onder artikel 137 van de Begroeting van het Ministerie voor het instellen van eene nieuwe premie toe te kennen aan de bouwers van nieuwe woningen die een *talrijk* gezin hebben, d. w. z. aan degenen wier gezin ten minste 3 kinderen te hunnen laste van minder dan 16 jaar telt.

Het bedrag van de toe te kennen premie zal, op grond van het getal kinderen, minstens 150 t. h. van het bedrag der tegenwoordige premie kunnen bereiken.

De voorwaarden tot het verleen en van deze nieuwe gunst zullen waarschijnlijk dezelfde zijn als deze welke tot hiertoe werden geëischt, maar de thans bestaande maxima, voor de hulpmiddelen en de kosten van de gebouwen, zullen verhoogd worden met inachtneming van de tegenwoordige duurte en van de prijsstijging der grondstoffen. Binnen kort zal een besluit getroffen worden tot regeling van deze verschillende vraagstukken.

VRIJSTELLING VAN DE GRONDBELASTING.

De 7,686 personen die, tengevolge van het te laat indienen van hunne aanvraag (na 15 Maart 1926) de bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922

ingestelde premie niet zullen kunnen trekken, zullen de gelegenheid hebben, indien zij de gestelde voorwaarden vervullen, de voordeelen te genieten van het wetsontwerp tot aanmoediging van het bouwen van huizen, door de tijdelijke vrijstelling van de grondbelasting.

De vrijstelling van deze belasting, vastgesteld op 10 t. h. van het kadastraal inkomen der vaste goederen, zal nochtans enkel verleend worden voor de huizen waarvan het kadastraal inkomen niet hoger is dan :

2,000 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners :	
2,500 frank	— van 35,000 tot 60,000 inwoners ;
3,000 frank	— van 60,000 inwoners en meer,

op voorwaarde dat de huizen erkend worden door de Comiteiten tot Bescherming der goedkoope woningen als vereenigend de minima-voorwaarden van hygiëne en bewoonbaarheid die bij Koninklijk besluit zullen vastgesteld worden.

Dit wetsontwerp, door de Kamer aangenomen, moet nog worden goedgekeurd door den Senaat.

VERMINDERING VAN DE REGISTRATIE- EN OVERSCHRIJVINGSRECHTEN.

Eindelijk, om het voor een grooter getal personen uit den min gegoeden stand en, namelijk voor de kroostrijke gezinnen mogelijk te maken eigendom te verwerven, worden, in overeenstemming met het Departement van Financiën, de maxima, voorzien bij Koninklijk besluit van 6 Juli 1920, ter uitvoering van de artikelen 3 en 4 van de wet van 11 October 1919, verhoogd :

1^o wat betreft de inkomsten en nieuwe verhoogingen, deze zullen voorzien worden voor de ten laste zijnde kinderen ;

2^o wat betreft het kadastraal inkomen van de onroerende goederen.

Nationale Maatschappij voor goedkoope Woningen. — Uwe Commissie is van meening dat de Nationale Maatschappij hare taak moet kunnen voortzetten. Zij heeft aan den Minister gevraagd meer credieten te harer beschikking te stellen. Zijn antwoord luidde :

« Te dien aanzien dient er op gewezen te worden, dat de leening van 110 miljoen, toegestaan krachtens de wet van 22 Juli 1927, voor doel had te vernijden beroep te doen op de begroting van den Staat; de Memorie van toelichting van het wetsontwerp betreffende die leening zegt inderdaad :

« Ten aanzien van de onafwendbare noodzakelijkheid het evenwicht en de stabiliteit van het budget in stand te houden, is het een dringend, vereischte de begroting van den Staat niet aan te spreken om het onderwerpelijk doel te verwezenlijken; anderdeels, heeft de Spaarkas besloten geen verdere voorschotten aan de Nationale Maatschappij voor rekening van den Staat meer te verstrekken en het voorschottenbedrag over 1927 tot 50 miljoen te beperken: zij voert aan, eenerzijds, het gebrek aan mobiliteit en de betrekkelijk geringe opbrengst van de door haar onder vorm van verschillende voorschotten in het werk der goedkoope arbeiderswoningen belegde aanzienlijke kapitalen en, anderzijds, de noodzakelijkheid, waarin zij zich bevindt, verder geldmiddelen te verstrekken aan de door haar aangenomen kredietinstellingen voor arbeiderswoningen, die geld leenen aan arbeiders of aan weinig bemiddelde personen, welke verlaŕgen een huis aan te koopen of te bouwen ».

Deze 100 miljoen zijn, ten andere, voldoende om de Nationale Maatschappij in staat te stellen de verbintenissen na te komen die voortvloeien uit de machtingen tot bouwen die zij heeft verleend voor 1928.

Anderzijds, heeft de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, bij monde van zijn algemeen bestuurder, den heer De Roover, aan den heer Rigaux, algemeen bestuurder van de Thesaurie, verklaard dat zij hare rechtstreeksche voorschotten aan de Nationale Maatschappij alleen zou kunnen voortzetten met het bedrag te verminderen van de schijven, die zij voornemens is te nemen van de *vorenvermelde eerste leening* van 110 miljoen.

Het beheer van Financiën zou, in dergelijke gevallen, andere afzetgebieden moeten zoeken voor de plaatsing dezer leening, hetgeen niet steeds gemakkelijk zou wezen, zoo men wil blijven vermijden dat de titels der leening van de Nationale Maatschappij naar het buitenland overgaan.

Om bovendien aan de Nationale Maatschappij toe te laten verbintenissen aan te gaan, waarvan de verwezenlijking zou geschieden binnen een periode die alleen het jaar 1929 zou omvatten, werd aan de Kamers een ontwerp voorgelegd, waarbij de Nationale Maatschappij gemachtigd wordt eene tweede leening te sluiten met naamkapitaal van 100 miljoen frank en die eerst in 1929, lasten zou opleveren.

Deze leening zou, evenals de voorgaande, opgevat worden naar het type van 6 t. h., aflosbaar *a pari* in 60 jaar van af 1933, en uit te geven op een door de Regeering te bepalen tijdstip.

Voor deze nieuwe leening zou de interest van 6 t. h. gedeekt zijn tot een beloop van 3 t. h., met den huurprijs van de aan te leggen woningen; de rentevoet voor de voorschotten aan de toegelaten vereenigingen zou vastgesteld blijven op 3 t. h. en de annuïteit op 3.50 t. h. gedurende 66 jaar. Doch, opdat aldan, voor de eerste leening, de overblijvende 3 t. h. geheel te last zouden zijn van den Staat, zonder zij voor de nieuwe leening omgeslagen worden over den Staat, de provinciën en de gemeenten, onderscheidenlijk naar de verhouding van 5/8, 1/8 en 2/8. De last, aan den Staat opgelegd, met verlies van kapitaal, zou jaarlijks slechts 1,875,000 frank bedragen, in de plaats van 3 miljoen frank.

Verkoop en verhuring van de woningen, door de plaatselijke vereenigingen opgericht. — Uwe Commissie had vernomen dat verschillende regelen schijnen te worden toegepast in de onderscheidene streken voor het verkoopen en verhuren van de woningen, door de plaatselijke vereenigingen opgericht. Uwe Commissie heeft ophelderingen dienaangaande gevraagd. Ziehier het antwoord :

VERKOOP.

Het vraagstuk van den verkoop der huizen gebouwd door tusschenkomst van de door de Nationale Maatschappij toegelaten vereenigingen of door de Spaarkas, de Gemeenten, de Commissiën van Openbaren Onderstand, het Nationaal Kantoor voor bouwstoffen en het Koning Albert-Fonds, wordt thans geregeld door de artikelen 8 tot 25 van het Koninklijk besluit van 1 Februari 1924 tot wijziging van het besluit van 14 October 1922, waarbij eene premie, met afgestaan kapitaal, wordt ingesteld, welke door den Staat wordt verleend tot het bevorderen van den verkoop der huizen geschikt als wooning voor een gezin.

In beginsel, mogen die huizen niet verkocht worden dan aan *weinig vermogende* personen, die in aanmerking komen om deze gunst te genieten.

Met inachtneming nochtans van de dringende noodzakelijkheid de in deze huizen belegde aanzienlijk kapitalen meer en meer roerend te maken, heeft de Regeering onder zekere voorwaarden het beginsel aangenomen van den verkoop aan *zelfs gegoede* personen. Evenwel, alvorens deze verkooppingen toe te laten, zullen de huizen zonder resultaat moeten te koop of te huur geboden zijn aan weinig bemiddelde personen.

Getal verkochte huizen.—Einde 1927, werden op 26,162 huizen, voor hoofdzakelijk verbruik van een gezin, die gebouwd of in opbouw waren:

130 huizen verkocht in	1923.
668	— 1924.
1,862	— 1925.
1,508	— 1926.
1,405	— 1927.

hetzij in het geheel 5,574 huizen waarvan er 4,352 waren opgetrokken door middel van voorschotten van den Staat en 1,222 op belofte van aankoop of door middel van de opbrengst van verkooppingen.

Dank zij den verkoop van 4,352 huizen, waarvan hierboven sprake is, kwam een som van 85,690,325 frank beschikbaar om ongeveer 3,000 nieuwe huizen te bouwen.

Toegekende premiën. — Het bedrag der gewone premiën welke aan de 5,574 verkrijgers werden toegekend, beliep 15,833,350 frank, en het bedrag der bijkomende premiën voor registratie- en overschrijvingsrecht beliep 13,925,797 fr.

Het is niet overbodig hier te vermelden dat, krachtens het Koninklijk besluit van 17 Februari 1927, het getal te verleenen premiën van 7,500 op 12,500 werd gebracht.

Insgelijks dient men erop te wijzen, dat luidens artikel 3 der begrootingswet van 1927, de verkoopende vereeniging sedert 1 Januari 1927, verplicht zijn aan de verkrijgers, boven de gewone premie, ook de bijkomende premie uit te betalen tot vergoeding registratie- en overschrijvingsrechten wegens de overdracht van den eigendom. Deze laatste premie mag niet meer 150 t. h. van het bedrag der gewone premie overschrijden.

De vrijstelling ten gunste van de Nationale Maatschappij en van de verkoopende vereeniging moet gelijk staan met het geheel bedrag der beide premiën verhoogd met eene vergoeding berekend naar rato van 5 t. h. van den in den akte gekwiteerde-verkoop prijs.

Ten slotte, zullen de bepalingen der besluiten tot regeling van het toekennen der premiën eerlang worden uitgebreid, inzonderheid wat betreft het maximum der inkomsten en het bedrag der premie voor de kroostrijke gezinnen.

VERHUURING.

De woongelegenheden opgetrokken door de toegelaten vereenigingen mogen niet in huur gegeven worden dan aan personen die beantwoorden aan het begrip « weinig vermogend », zooals het bepaald wordt door het Koninklijk besluit van 6 Juli 1920, tot uitvoering van de artikelen 3 en 4 der wet van 11 October 1919.

Wat de bewoners betreft van de huizen gebouwd door de vereenigingen « met nijverheidsdoel », die mogen niet uitgedreven worden wanneer als eenige

reden wordt aangevoerd dat zij opgehouden hebben deel uit te maken van het personeel van de nijverheidsinstelling.

Duur van de huurovereenkomst. — De duur van de huurovereenkomst die kan verleend worden aan de huurders van de bouwmaatschappijen cooperatieven andere dan de huurders bedraagt ten hoogste 6 maanden; de overeenkomst kan van weerszijde verbroken worden mits opzegging van 2 maanden.

De huurovereenkomst kan een jaar bedragen voor « weinig vermogende » gezinshoofden die ten minste 4 kinderen beneden 16 jaar ten laste hebben; in dit geval is de opzeggingstermijn 3 maanden.

Voor de vereenigingen die ten minste 50 t. h. van de door haar bezeten huizen hebben verkocht en die het verhuren van een gedeelte harer woningen aan kroostrijke gezinnen hebben begunstigd, mag de huurovereenkomst één jaar bedragen voor al de weinig bemiddelde personen.

Huurprijs. — De huurprijzen moeten zoodanig zijn, dat hun opbrengst al de lasten voor de Maatschappij kunne dekken.

Het beloop er van verschilt volgens de streek en naar gelang de belastingen al dan niet door de huurders gedragen worden.

Bij nagenoeg al de vereenigingen, wordt dit huurbedrag vastgesteld op 4.50 t. h. van de gezamenlijke kosten der woongelegenheden, met inbegrip van de gronden en van alle onkosten.

Voor de huizen, die zullen gebouwd worden door middel van de opbrengst der leening van 110 millioen, goedgekeurd bij de wet van 22 Juli 1927, zal het — om reden dat het aan den Staat af te dragen interestbedrag van 2 op 3 t. h. werd gesteld — 5.25 tot 5.50 t. h. moeten bereiken.

De Nationale Maatschappij zal zich beijveren om, in de onderscheidene vereenigingen, een eenvormigen huurprijs te bekomen voor al de huizen zonder onderscheid.

Ten einde te hulp te komen aan de kroostrijke gezinnen, werd de huurvermindering van 1/10^e, tot op heden toegestaan aan de gezinnen met 3 kinderen ten laste, in stand gehouden en, nog onlangs, werden de vereenigingen er toe gemachtigd, aan de gezinnen met ten minste 4 kinderen ten laste, een vermindering van 50 t. h. te verleenen op het bedrag van den normalen huurprijs.

In 1925, werd een vrijstelling van aflossingen, tot een beloop van 125,000 frank, verleend, om de huur te kunnen verminderen, bewilligd aan kroostrijke gezinnen; aan de vereenigingen wier balans met een tekort sloten; nochtans werd deze gunst insgelijks door andere vereenigingen niet toegestaan.

Het gezamenlijk bedrag der verminderingen, over het geheel der vereenigingen toegestaan, is dus hooger dan bovenstaand bedrag; doch om het met juistheid te bepalen, zou men zich langdurige opzoekingen moeten getroosten.

De Nationale Maatschappij is aangezocht geworden de noodige schikkingen te nemen om, jaarlijks, aan de Regeering het bedrag te kunnen opgeven van de aan de kroostrijke gezinnen toegestane verminderingen — alsmede het getal begunstigde gezinnen, met vermelding van het gezamenlijk getal der kinderen en, onder dezen, het getal van degenen die ten laste zijn van het gezinshoofd.

Krachtens artikel 3 van de begrootingswet van 1927, zal enkele vereeni-

gingen, wier balans met een te kort sluit, een vrijstelling van aflossingen bekomen dan alleen tot vergelding van de toegestane verminderingen of vrijstellingen van huurbetaling onderscheidenlijk aan de kroostrijke en onbemiddelde gezinnen en aan de groote oorlogsinvaliden; en het is alleen bij uitzondering dat deze gunst zal kunnen bewilligd worden aan de vereenigingen om haar toe te laten het hoofd te bieden aan ontoereikende geldmiddelen voortvloeiende uit uitzonderlijke omstandigheden waarover de Regeering zal moeten oordeelen.

Voor het jaar 1926, bereikte het gezamenlijk bedrag der vrijstellingen van aflossingen aan 39 vereenigingen bewilligd, de som van 428,252 frank, met inbegrip van die welke voor kroostrijke gezinnen werden toegestaan.

De Verslaggever,

EDM. RUBBENS.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

